



Assemblée nationale  
Québec

# journal des Débats

Troisième session - 32e Législature

Le jeudi 29 avril 1982

Vol. 26 - No 51

Président: M. Claude Vaillancourt

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Affaires courantes	
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 61 - Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail	
Première lecture	3189
M. Marc-André Bédard	3189
Questions orales des députés	
Congédiements avec primes de séparation au centre hospitalier Cooke de Trois-Rivières	3189
Visite de membres de Législatures de certains États américains	3191
M. Jacques-Yvan Morin	3191
M. Gérard D. Levesque	3192
Questions orales des députés (suite)	
Mois de l'environnement et aile fédérale du Parti québécois	3192
Zone de détaxation graduelle de l'essence	3193
Explosion d'un réservoir à l'usine Expro	3196
La situation dans l'industrie de la construction	3198
Zone de détaxation graduelle de l'essence (suite)	3199
L'avenir des commissions scolaires	3200
Avis à la Chambre	3201
Recours à l'article 34	3201
Travaux de la Chambre et des commissions	3203
Affaires du jour	
Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi no 18 - Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile	3204
M. Herbert Marx	3204
M. Pierre Paradis	3207
M. Pierre-Marc Johnson	3208
M. Maximilien Polak	3209
M. Raymond Brouillet	3211
M. Marc-André Bédard	3213
Projet de loi no 37 - Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive	
Reprise du débat sur la motion de report	3216
M. Gilles Rocheleau	3217
M. Mark Assad	3222
Ajournement	3223

Abonnement: 25 \$ par année pour les particuliers  
60 \$ par année pour les institutions et organismes publics  
0,75 \$ l'exemplaire - Index: 5 \$  
Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à:  
Service des documents parlementaires  
Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec G1A 1A7

Pour renseignements supplémentaires, téléphoner: 418-643-2890  
Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0709-3632

Le jeudi 29 avril 1982

(Quatorze heures dix-huit minutes)

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre, mesdames et messieurs!  
Moment de recueillement.  
Vous pouvez vous asseoir.  
Affaires courantes.  
Déclarations ministérielles.  
Dépôt de documents.  
Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article c) du feuillet d'aujourd'hui, s'il vous plaît.

#### Projet de loi no 61

##### Première lecture

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Le ministre de la Justice propose la première lecture du projet de loi 61, Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail. M. le ministre.

#### M. Marc-André Bédard

**M. Bédard:** M. le Président, ce projet de loi a pour effet de modifier le Code des professions et le Code du travail afin d'y inclure une reconnaissance expresse du pouvoir de la Cour supérieure de réviser la décision d'une autorité qui n'avait pas juridiction ou qui a excédé la juridiction que lui attribue l'un ou l'autre de ces codes.

Il contient également une disposition déclaratoire qui a pour effet de préciser que ce pouvoir de révision de la Cour supérieure existe et a toujours existé.

Ce projet vise enfin à empêcher qu'un justiciable concerné par une décision rendue par un comité de discipline, après le 20 octobre 1981, perde son droit d'appel par suite de l'écoulement du délai d'appel prévu à l'article 164 du Code des professions.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Cette première lecture du projet de loi no 61 est-elle adoptée? Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Deuxième lecture, prochaine séance ou séance

subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Questions orales des députés.

M. le député de Maskinongé.

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### Congédiements avec primes de séparation au CH Cooke de Trois-Rivières

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au premier ministre. Bien que la visite du premier ministre de France l'ait détourné un peu de l'administration publique, j'espère qu'il se souviendra que je lui avais soumis, il y a déjà un mois, un mois et demi, les cas de personnes qui ont reçu des primes de séparation, qui travaillent au niveau de la fonction publique ou parapublique, des amis du régime pour qui on a versé des sommes de 52 500 \$ et plus, tel M. Jean-Marc Béliveau, actuel chef de l'Union Nationale, des primes de 125 000 \$ à des amis du régime, tel M. Pierre Duguay, au-dessus de 50 000 \$ à M. Yvon Beaulieu, d'ailleurs, même type qui avait reçu deux indemnités de séparation.

Par contre, j'avais aussi souligné au premier ministre qu'il y avait des gens dans le réseau qui avaient été congédiés injustement et à qui on avait également donné des primes de séparation parce que, justement, ils n'entraient pas dans les vues des amis péquistes qui dirigeaient les établissements du CRSSS.

Je voudrais demander au premier ministre s'il est au courant qu'au centre hospitalier Cooke, à Trois-Rivières, région 04, on a injustement congédié M. Pierre Lavergne, avec un montant de 50 000 \$ et plus parce que, justement, il n'entrait pas dans les vues du directeur général, un péquiste, M. Gilles Lebel. Est-il au courant qu'on avait aussi congédié auparavant M. Jacques Dumont, directeur des finances, tout simplement parce qu'il n'entrait pas dans les vues du directeur général et qu'on lui avait donné une prime de séparation de 45 000 \$ ou de 50 000 \$? Est-ce que le premier ministre est au courant de cette situation? Est-ce qu'il pourrait me dire s'il y a eu une enquête effectuée pour démontrer que ces gens n'étaient pas compétents pour remplir ladite fonction?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président,

concernant l'allusion gentille du député de Maskinongé à la visite du premier ministre français, je me permets de souligner que, loin de nous détourner de l'administration publique, tout à fait au contraire, cela nous a permis d'assurer une continuité qui est très importante pour le Québec. Votre chef pourrait vous le dire s'il était en Chambre aujourd'hui; il l'a souligné lui-même. C'est une continuité de relations extrêmement importantes, de plus en plus fécondes avec une insistance nouvelle, d'ailleurs, sur des problèmes économiques qui nous préoccupent tous, avec un certain nombre d'accords, de projets concrets. En particulier, dans la région que représente le député de Maskinongé, je pense que les gens trouvent que c'est de la bonne administration publique qu'on ait fait avancer un projet comme Pechiney.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lévesque (Taillon):** Pour ce qui est de la litanie que vient de reprendre le député de Maskinongé en ce qui concerne ces primes de séparation, ces paiements de départ, je veux simplement préciser, pour ma part, que, d'ici à une semaine ou dix jours, des directives plus précises que jamais, plus contraignantes que jamais ont été préparées et seront envoyées partout dans les réseaux concernés en ce qui concerne la façon de procéder. Cela n'a jamais existé avant de façon cohérente, mais, maintenant, on va l'avoir.

Entre-temps, pour ce qui est de certains cas dont quelques-uns ont pu nous passer entre les dents alors que, dans d'autres cas, on aurait dû les voir venir, je ne sais pas si le ministre des Affaires sociales veut donner certaines précisions; il a pris des notes. Je passerai donc au responsable de ce réseau la fin de la réponse, pour autant qu'il veut en donner une.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Affaires sociales.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, j'ai pris note des commentaires habituels du député de Maskinongé sur ces questions. Je vous rappellerai, encore une fois, que ces décisions ont été prises dans chaque cas par des administrations qui ont une autonomie de gestion qui est la leur et qu'enfin, dans quelques jours, comme l'a dit le premier ministre, étant donné que c'est un travail exhaustif et complexe à préparer, le ministère, grâce à la loi no 27 pour laquelle l'Opposition, d'ailleurs, a voté au mois de décembre dernier, pourra maintenant contraindre les conseils d'administration à respecter certaines normes qu'ils ne respectaient pas dans bien des cas.

Par ailleurs, quant aux différentes allégations du député de Maskinongé à l'égard de

ceux qu'il qualifie tantôt de petits amis, d'amis du régime, je lui rappellerai qu'il aurait peut-être avantage, dans sa région notamment, pour des gens qui occupent des postes par intérim ou permanents dans le réseau des affaires sociales, à confronter cette nomenclature avec la liste des contributeurs au Parti libéral.

**Des voix:** Ah!

**M. Picotte:** M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Maskinongé.

**M. Picotte:** Je remercie le premier ministre. Vous voulez parler de Jean-Marc Béliveau, qui a donné 1000 \$ à votre caisse électorale...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre!

**M. Picotte:** ... et à qui vous avez donné 50 000 \$ pour s'en aller chef de l'Union Nationale? Si vous voulez qu'on vous en nomme d'autres, on va...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre! M. le député de Maskinongé, votre question.

**M. Picotte:** J'y arrive, M. le Président, tout en remerciant le premier ministre, même s'il est déjà tard, à la suite de mes questions, de décider de mettre un peu d'ordre dans cette orgie administrative de ses propres ministres des Affaires sociales, l'ancien et l'actuel, ne serait-il pas d'avis qu'il aurait été préférable, dans le cas du centre hospitalier Cooke, de Trois-Rivières, de congédier votre petit ami péquiste, Gilles Lebel, de lui donner seulement 50 000 \$? On aurait ainsi sauvé une prime de séparation, au lieu d'en donner deux, à des gens qui sont parfaitement compétents mais qui ne cadraient pas parce que, justement, ils n'étaient pas dans les idées des gens d'en face?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Je pense que je répondrai simplement en soulignant ce que le ministre des Affaires sociales a rappelé au député de Maskinongé. Il peut bien s'élever à ces hauteurs vertigineuses de grande politique, mais il serait mieux de ne pas parler trop, un peu comme on dit, ne pas parler trop de la corde dans la maison du pendu.

Maintenant, j'ajouterai simplement ceci, que non seulement on n'avait pas attendu le député de Maskinongé, mais je savais qu'un enthousiasme mitigé, je crois, de la part de

l'Opposition, une des raisons, enfin, un des éléments essentiels de la loi no 27 qui n'a pas attendu les questions du député de Maskinongé, c'était justement d'avoir le pouvoir et les instruments pour mettre de l'ordre dans certains coins, là où il en manquait depuis toujours.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Joliette sur une question additionnelle.

**M. Chevette:** Une question additionnelle au ministre des Affaires sociales, M. le Président. J'ignore si cela a été précisé, mais quant à demander un dépôt de documents comprenant une liste d'individus mis en disponibilité ou qui ont bénéficié de primes de séparation, est-ce qu'il nous serait possible d'avoir cette liste depuis 1970 et de nous fournir en annexe les directives de l'époque à chaque étape, s'il vous plaît, afin qu'on puisse avoir un portrait réel de la dernière décennie?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Affaires sociales.

**M. Johnson (Anjou):** Autant que possible avec plaisir, M. le Président.

**M. Picotte:** ... qui a été dit la première fois.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre! Avant d'accorder...

**M. Picotte:** ...

#### **Visite de membres de Législatures de certains États américains**

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député! Avant d'accorder la deuxième question principale au député de Nelligan, qu'il me soit permis... S'il vous plaît! Qu'il me soit permis de souligner la présence dans les galeries, de chaque côté de la présidence, de membres éminents des Législatures de certains États américains réunis à Québec à l'occasion de la rencontre annuelle des membres de la National Legislative Services and Security Association.

Je veux souligner notamment la présence de cinq visiteurs: M. John Tucker, Speaker of the House de l'État du New Hampshire; sénateur Warren Anderson, président Pro tempore et Senate Majority Leader de l'État de New York; sénateur Carmen Orechio, président du Sénat du New Jersey; sénateur Lawrence Jacobson, Senate Majority Leader de l'État du Nevada; et, enfin, M. Louis Mayo, de l'État de Pennsylvanie, président de l'association qui tient ses assises à Québec.

M. le député de Nelligan.

**M. Lincoln:** M. le Président, ma question s'adresse...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Un instant, M. le député de Nelligan. M. le vice-premier ministre.

#### **M. Jacques-Yvan Morin**

**M. Morin:** Permettez-moi, M. le Président, au nom du gouvernement et, je suis sûr d'ailleurs, au nom de tous les membres de cette Assemblée, de souhaiter la plus cordiale et la plus chaleureuse des bienvenues à nos visiteurs des États-Unis. (14 h 30)

Au mois de mars, à peine deux semaines après mon accession au poste des Affaires intergouvernementales, j'ai voulu souligner toute l'importance que nous accordons ici, au Québec, d'un côté comme de l'autre de la Chambre, à nos rapports avec nos voisins et amis américains. Je l'ai fait en effectuant dans les États du nord-est des États-Unis ma toute première visite à l'extérieur du Québec.

On m'a accueilli non seulement avec la plus grande courtoisie, qui y est habituelle, mais avec une chaleur et une gentillesse qui sont réservées d'habitude aux plus proches, ce que j'ai interprété d'ailleurs comme étant un hommage réservé à l'ensemble du peuple québécois. Je les remercie au nom de nos concitoyens.

In extending a warm welcome to our American friends, I cannot help but consider as significant the fact that within a time span of 48 hours Québec's National Assembly has played host to distinguished visitors from two of the world's greatest nations. The other day, the Prime Minister of France, Mr. Pierre Mauroy, quite correctly described Quebecers as a branch of the French tree. Our language and culture, indeed the very way we live and think are rooted in our French origins.

But, gentlemen, there is another current which has shaped Québec into the distinct society it is. That is the current that flows so naturally from our geographical and cultural proximity to the United States, because Quebecers are very much North Americans as well. In fact, we enjoy the best of two worlds: Europe and America. So much so that at moments we are inclined to take it all for granted without pausing to realize how fortunate we are. The fact that Québec is situated, so to speak, at the crossroads of two cultures, the American and the European, merely serves to accentuate our potential as a hinge, as a half-way house, so to speak, between the old and the new world.

We share with our American friends an unswerving commitment to the principles of liberty and democracy, principles handed

down to us over the centuries by the European society from which we stem. That is a powerful bond indeed, gentlemen, because it insures that, notwithstanding language and cultural differences, we are on the same wavelength in terms of basic human values.

Quebeckers want to see these ties strengthened. We believe it is in our mutual interest, particularly in the economic area, to develop the North-South link that we consider to be in the very nature of things. The recent agreement between Hydro-Quebec and the Power Authority of the State of New York is an important step in that direction. So are the many other agreements in other fields that bind American institutions and Québec, both on the private and public levels.

We believe the time is now ripe for a form of cooperative regionalism which, across cultural and natural boundaries, would allow our communities to benefit mutually from the resources and the skills with which Providence has blessed us. We shall strive for broader cooperation, particularly with our neighbours from the North-East, in the immediate future. In welcoming our American friends here today, Mr. President, may I express the hope that this will be only the first of many visits over the coming years.

En conclusion, M. le Président, permettez-moi d'exprimer le voeu que cette visite puisse contribuer à l'élaboration d'une forme de régionalisme coopératif qui, par delà les frontières culturelles et nationales, saura avantager mutuellement nos collectivités. Thank you. Je vous remercie.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le leader de l'Opposition.

**M. Gérard D. Levesque**

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, au nom de notre formation politique, je voudrais, à ce moment-ci, me joindre au voeu exprimé par l'honorable vice-premier ministre à l'endroit de l'éminente délégation qui nous honore aujourd'hui de sa visite ici même, à l'Assemblée nationale. Je voudrais rappeler, comme l'a fait, d'ailleurs, le vice-premier ministre, que j'ai eu l'occasion moi-même d'occuper les fonctions de ministre des Affaires intergouvernementales et qu'à ce moment j'avais également insisté sur les relations, comme l'indique le vice-premier ministre, nord-sud, sans oublier, comme il le fait quelquefois, les importantes relations est-ouest.

**Des voix:** Ah! Ah!

**M. Levesque (Bonaventure):** J'avais également fait partie d'un gouvernement qui attachait énormément d'importance à notre

présence, à notre présence concrète même, chez nos voisins du sud. D'ailleurs, la mise en place de postes importants aux États-Unis a été une façon concrète pour nous de souligner l'importance, particulièrement du côté économique, de nos relations avec nos amis du sud. Ces relations économiques se complétaient également de relations d'ordre culturel. Notre présence, en Louisiane en particulier, voulait souligner la présence chez nos amis du sud de cousins également francophones qui s'y trouvaient en grand nombre, comme d'ailleurs en Nouvelle-Angleterre. Nous avons eu d'ailleurs l'occasion d'établir et même d'approfondir des relations extrêmement importantes avec nos amis de la Nouvelle-Angleterre.

I would like to join the Honourable Vice Premier in extending on behalf of the Opposition, its members, and of the Québec Liberal Party, a few words of welcome which are limited at this time because, Mr. Speaker, of our rules, even if we are extending a little bit the customary procedure. I would like to say also a very deep felt welcome to our good friends of the National Association of States Legislators who are here today. I would also like to say that I hope that they will enjoy their stay in Québec City and even maybe take a few moments off this evening for the important Nordiques-New York hockey game. I would also want to tell our good friends that I think both parties here in the House and our party, when it was in power - and maybe it will be back very shortly...

**Des voix:** Oh!

**M. Levesque (Bonaventure):** ... we have always attached a great importance to these relations with our powerful neighbour of the south. Our presence in various cities of the United States of America is an indication of our great will to have better and better relations whether economicwise or culturally with our friends who can be and are very important in many aspects. And we wish to say to all these who are here to bring back our best wishes, best regards to your people, your friends and I hope you have a wonderful stay here in Québec City.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Nelligan.

**Questions orales des députés (suite)**

**Mois de l'environnement  
et aile fédérale du PQ**

**M. Lincoln:** M. le Président, ma question s'adresse à l'organisateur en chef du Parti québécois, qui agit de temps en temps comme ministre de l'Environnement quand il a un peu de temps.

**Une voix:** Qu'est-ce que vous en savez?

**M. Lincoln:** Je le sais parce que je suis ses dossiers.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre!

**M. Lincoln:** En fait, on critique justement le ministre, qui est un homme charmant et très sympathique...  
(14 h 40)

**Une voix:** Bronzé.

**M. Lincoln:** ... très bronzé, parce qu'il ne suit pas assez ses dossiers, mais qu'il suit de beaucoup plus près la politique provinciale et maintenant fédérale. M. le ministre, je voulais vous demander si c'est une heureuse coïncidence pour vous ou si c'est une coïncidence étrange que le mois de l'environnement, qui va commencer en mai, demain, vous serve à aller mousser, comme vous le dites, votre projet d'aile fédérale du Parti québécois auprès des comités exécutifs d'associations du Parti québécois. Ne pensez-vous pas que cela justifie toutes les critiques suivant lesquelles vous mettez la politique bien avant l'environnement, surtout la politique aux frais des fonds publics? Que dites-vous de cela?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre de l'Environnement.

**M. Léger:** M. le Président, je dois dire au député de Nelligan, que je trouve aussi très sympathique, moins bronzé, qu'en suivant la politique fédérale, je le suis de très près lui-même beaucoup, parce que le Parti libéral provincial est tellement à la remorque du fédéral qu'on est sûr de vous atteindre en suivant les fédéraux.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Léger:** Dans la question du député de Nelligan, je suis surpris qu'il s'inquiète de l'avenir des députés libéraux fédéraux. Cela répond un peu à la préoccupation que j'avais. Je dois simplement lui assurer que, dans l'environnement, nécessairement, je me dois, durant le mois de mai, qui est le mois qu'on a institué un peu comme le mois de l'environnement, et j'en ai pris l'habitude depuis quatre ans, de faire le tour des dix régions du Québec. Dans ces dix régions, il y a les bureaux régionaux de l'environnement. Durant toute la journée, je rencontre les élus municipaux, je rencontre les groupes de citoyens qui s'occupent de l'environnement. Et comme je ne suis pas obligé de retourner immédiatement le soir, durant mes soirées,

en dehors de la période de travail, j'ai quand même le droit de m'occuper de choses intéressantes, c'est la raison pour laquelle j'ai aussi d'autres préoccupations en dehors des heures à l'Environnement.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Nelligan.

**Des voix:** Oh!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Nelligan.

**M. Lincoln:** M. le Président, toute blague à part, ne pensez-vous pas que les contribuables, qui paient les taxes et votre salaire, qui paient pour avoir un ministre de l'Environnement à temps plein, peuvent trouver qu'il y a conflit d'intérêts du fait que le ministre va faire de la petite politique du Parti québécois pendant le mois de l'environnement?

**Des voix:** Ah! Ah!

**M. Lincoln:** Ne pensez-vous pas qu'il y a là un conflit d'intérêts? Ne pensez-vous pas que le ministre fait ainsi passer ses enjeux politiques avant son devoir de ministre de l'Environnement?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre de l'Environnement.

**M. Léger:** M. le Président, est-ce que je peux me permettre de dire au député de Nelligan qu'un ministre de l'Environnement est à temps plein, c'est sûr, et que le salaire d'un ministre de l'Environnement est payé par les contribuables, comme le salaire du député? Nécessairement, j'ai toujours considéré qu'un député ou un ministre n'a pas comme responsabilité uniquement son ministère, mais l'ensemble des préoccupations politiques du Québec. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, à un Conseil des ministres, chaque ministre, en plus de s'occuper de ses dossiers, doit s'occuper de l'ensemble de la politique du Québec. Une des grandes préoccupations du Québec, c'est justement de dépolluer l'environnement des députés fédéraux.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Gatineau.

**Une voix:** C'est pas mal mieux.

#### **Zone de détaxation graduelle de l'essence**

**M. Gratton:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il était là il y a quelques instants; est-ce

qu'il doit revenir?

**Des voix:** Le voilà.

**M. Gratton:** Le voilà.

**Une voix:** Il apprend à disparaître.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** M. le Président, on sait que, très tôt après l'imposition d'une surtaxe additionnelle de 20% sur l'essence, le 17 novembre dernier, le ministre des Finances reconnaissait le problème particulier qu'il avait créé dans les régions frontalières en décrétant une zone de détaxation graduelle dans un rayon de 30 kilomètres des points de contact avec les frontières, laquelle est entrée en vigueur le 15 janvier dernier. Dans l'Outaouais, cette mesure servait d'abord à enrayer l'évasion fiscale découlant du fait que les Québécois pouvaient acheter leur essence en Ontario et en profiter, en même temps, pour faire d'autres achats de biens et de services, et permettait aussi - c'était fort heureux - aux détaillants d'essence de récupérer le volume de vente qu'ils avaient perdu à la suite de l'imposition de la surtaxe.

Après le 15 janvier, il est vite devenu évident que si cette détaxation avait réglé le problème de l'évasion fiscale, elle avait malheureusement créé une injustice flagrante à l'endroit de centaines de détaillants d'essence situés aux limites ou à l'extérieur des régions détaxées. Cela a d'ailleurs débouché sur de nombreuses mises à pied et même sur un certain nombre de fermetures d'entreprise, ce qui risque de s'accroître si le gouvernement n'intervient pas prochainement. Les détaillants d'essence, appuyés par l'ensemble des organismes régionaux, les municipalités, la communauté régionale, le Conseil régional de développement, par des pétitions signées par des milliers de citoyens, ont réclamé, dans l'Outaouais, une zone d'escompte unique pour l'ensemble de la région, en prenant bien soin de suggérer des limites qui permettraient de régler leur problème sans pour autant imposer un problème similaire à leurs voisins.

M. le Président, je veux simplement demander au ministre des Finances de nous faire connaître aujourd'hui la décision qu'il a prise face à la demande d'une zone d'escompte unique pour la région de l'Outaouais, telle que délimitée par les détaillants d'essence et autres organismes intéressés.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Je comprends, M. le

Président, que le député me demande simplement de confirmer ici, en cette Chambre, ce qu'il sait déjà puisqu'il a déjà reçu la réponse. Je l'avais assuré qu'à Pâques la réponse serait claire et elle l'a été.

Nous avons, à la fois au ministère du Revenu et au ministère des Finances, examiné les dossiers qui nous ont été communiqués par les députés de la région dont il s'agit. Le ministère du Revenu a procédé à un certain nombre d'enquêtes. Nous en sommes venus à la conclusion que le genre de problème auquel on faisait allusion avait moins de portée, je pense, que ce qui avait été souligné par mon ami d'en face et que, dans ces conditions, nous ne voyions pas la nécessité de modifier le système actuel et les décisions qui ont été prises jusqu'à maintenant. Cela a été communiqué dans un premier temps à partir de mon bureau et confirmé, avec explication du dossier, par un fonctionnaire du ministère du Revenu quelques jours plus tard.

Alors, concernant la lettre qui a été envoyée par le ministère du Revenu pour expliquer la position et le résultat de l'examen qui avait été fait, je peux peut-être céder la parole à mon collègue du Revenu.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre...

**M. Gratton:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Je suis sûr que le ministre des Finances ne m'en voudra pas de lui souligner qu'on n'a reçu absolument aucune lettre du ministère du Revenu. La seule nouvelle qu'on a eue a été une citation de journal où on faisait donner, à une source unanime au sein du cabinet du ministre du Revenu, les raisons appuyant la décision négative. On n'a reçu aucune nouvelle officielle de quiconque, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre du Revenu.

**M. Fréchette:** M. le Président, je ne peux, quant à moi, que confirmer les explications que le ministre des Finances vient de donner au député de Gatineau. Effectivement, il a lui-même, tout récemment, donné la position du gouvernement dans ce dossier, position que le député de Gatineau connaît d'ailleurs très bien puisqu'il a en main les éléments nécessaires pour lui permettre d'arriver à la conclusion à laquelle nous en sommes arrivés. La réponse a été - il le sait maintenant -



négative pour les motifs que le ministre des Finances vient d'évoquer.

**M. Gratton:** M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Gatineau.  
(14 h 50)

**M. Gratton:** Le seul motif que vient d'évoquer le ministre des Finances est à savoir que le problème a une importance ou une portée moins importante qu'on ne l'avait souligné. M. le Président, on va laisser le soin aux détaillants d'essence de refaire le travail de persuasion qu'ils avaient entrepris auprès du ministre puisque les chiffres que nous obtenons démontrent qu'il y a déjà plusieurs détaillants d'essence qui ont fermé leurs portes et que plusieurs autres risquent de le faire.

M. le Président, ma question est très simple. Au moment où, le 17 novembre, le ministre des Finances reconnaissait qu'il y avait une évasion fiscale, c'est-à-dire que le gouvernement perdait des revenus au profit de l'Ontario parce que les gens allaient acheter leur essence et d'autres biens et services en Ontario, il s'est vite précipité pour décréter une mesure d'exception. Est-ce que je dois comprendre de l'attitude du gouvernement aujourd'hui que, maintenant que le gouvernement a récupéré la plus grande partie de ces taxes qui lui échappaient en détaxant dans une zone de 30 kilomètres, on est maintenant prêt à dire aux autres détaillants d'essence qui sont en train de crever: Le gouvernement s'en lave les mains, même s'il est responsable de la situation?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, je dois d'abord souligner, si vous me passez l'expression, le remarquable coq-à-l'âne qui consiste à dire: Le gouvernement a récupéré ces taxes en détaxant. Cela me paraît être une contradiction dans les termes. Le gouvernement n'a pas été récupérer des impôts en y renonçant, parce que c'est ça que nous avons fait.

**M. Gratton:** Relisez votre déclaration.

**M. Parizeau:** Dans la mesure même où nous avons réduit dans un certain nombre de zones frontalières la taxe que nous percevons, il est évident qu'on ne la ramasse pas. Une des raisons pour lesquelles nous avons bougé, on se souviendra ici... Je vois, M. le Président, que le député veut encore se lever de son siège. Qu'il attende la fin de mes explications et il continuera. Vous n'avez jamais été avare de questions supplémentaires, M. le Président, j'imagine

que ça peut se continuer.

J'avais, dès le départ, indiqué que nous suivions la situation dans les régions frontalières et que si on constatait qu'il y avait raison de bouger, on bougerait, dès le départ.

Effectivement, pendant quelques semaines, nous avons suivi la situation et posé un certain nombre de gestes. Ils ont été posés, comme on l'avait dit. À ce moment-là, j'ai rendu témoignage à certains des membres de l'Opposition de nous avoir signalé un certain nombre de choses qui ne nous étaient pas apparues au départ, comme, par exemple, le fait que, dans ces régions immédiatement frontalières, ce n'est pas seulement le commerce d'essence qui en souffrait, mais toute espèce de commerces annexes. Je me suis rendu à leur argumentation à ce moment-là parce que je pense qu'elle était bonne et nous avons en conséquence posé un certain nombre de gestes.

Là, on a attiré notre attention plus récemment sur autre chose, sur d'autres régions, sur d'autres phénomènes. On a rencontré les députés en question, on a rencontré des gens de la région, on a fait procéder à un certain nombre d'études. Le ministère du Revenu et ses inspecteurs ont procédé à un examen assez minutieux de la situation et nous en arrivons à la conclusion qu'alors que la première fois il fallait bouger, cette fois-ci, on ne voit pas la nécessité de le faire, car on pense que le problème qui a été souligné par nos amis d'en face est moins important dans ce cas, beaucoup moins qu'il l'était à l'occasion de la première décision. C'est dans ce sens que nous avons décidé de ne pas bouger dans ce second cas.

**M. Gratton:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** J'aimerais simplement que le ministre des Finances me dise s'il est d'accord avec moi pour constater justement que les gens qui allaient faire des achats d'autres produits que de l'essence faisaient par le fait même perdre des revenus au gouvernement à cause de la taxe de vente qui n'était pas perçue dans un premier temps.

Deuxièmement, on sait que la surtaxe de 20% du 17 novembre constitue une deuxième taxe de 20%. Il y avait déjà 20% de surtaxe avant. Le ministre ne reconnaîtra-t-il pas qu'en récupérant les ventes d'essence dans la région de l'Outaouais québécois, il a perdu les 20% de la détaxation, mais il a au moins récupéré les premiers 20% qui étaient déjà là?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Non, M. le Président. Vous voyez, quand on va chercher de l'essence quelque part, ce n'est habituellement pas pour y acheter une auto.

**Des voix:** Oh!

**M. Parizeau:** Le commerce dont on parlait, et qui avait été affecté, c'est quoi? Le commerce des produits alimentaires? Oui, effectivement, il y avait beaucoup de dépanneurs. Vous vous souviendrez qu'en cette Chambre nos amis d'en face soulignaient, comme commerces dans un état particulièrement critique du fait que les gens n'allaient plus acheter d'essence à certains postes, le cas des dépanneurs. Est-ce qu'on pense que les dépanneurs vendent des produits taxables? Allons donc, dans la majorité des cas, ce sont des produits alimentaires qui ne sont pas taxés.

D'autre part, pour des produits de consommation courante et de nécessité, plusieurs continuent d'être taxés en Ontario, comme les vêtements, les chaussures, le meuble, etc. Au Québec, de ce côté-ci de la frontière, c'est détaxé. Alors? On revient à ceci: l'essentiel des produits taxables, en vertu de la taxe de vente au Québec, sont ou bien des automobiles ou de très gros appareils électriques ou un certain nombre de choses comme cela. Je sais qu'il peut y avoir aussi certains produits de papier mais, dans l'ensemble, le commerce qui était perdu dans ces régions était un commerce non taxable. Donc, ce n'est pas pour des fins de récupération de taxes que nous avons posé ce geste, c'était à des fins d'équité et de stabilisation d'une économie régionale qui aurait pu effectivement en prendre un coup. Cela nous paraissait raisonnable de bouger dans ce sens et c'est ce que nous avons fait.

Quant à la deuxième demande, elle nous paraissait moins raisonnable, moins importante, pas aussi bien justifiée et on ne l'a pas retenue. Dans ce sens, que voulez-vous, je dois présenter à l'Assemblée nationale ce genre d'explication, mais il faudrait quand même comprendre que même si je me range à l'argumentation de l'Opposition dans certains cas où cela a l'air d'avoir le plus grand bon sens, cela ne veut pas dire que je vais me ranger à l'argumentation de l'Opposition dans tous les cas.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Dernière question additionnelle, M. le député de Papineau. Ensuite, je reconnaitrai le député de Beauharnois.

**M. Assad:** M. le ministre, comment expliquez-vous, à la suite des réponses que

vous venez de donner - si on comprend bien, après les rencontres que vous avez eues avec les détaillants, vous avez décidé de les laisser crever - que, la semaine passée, des inspecteurs, des officiers de votre ministère ou du ministère du Revenu sont passés chez plusieurs garagistes de ma région? J'ai eu le rapport des garagistes et ils leur ont dit: On fait une autre étude et, après, on va faire un rapport. Ne lâchez pas! Comment expliquez-vous cela, M. le ministre?

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Cela démontre, une fois de plus, l'efficacité à la fois de la gestion politique et administrative de ce gouvernement dans la mesure où, effectivement, une étude serait suivie d'une deuxième et d'une troisième. On ne va quand même pas s'excuser maintenant d'avoir à expliquer pourquoi on fait des vérifications. Si mon collègue du Revenu fait faire de nouvelles vérifications par ses fonctionnaires, cela démontre notre sérieux. Si le ministre du Revenu juge utile de dire pourquoi il tient à faire des vérifications, il le fera mais, grand Dieu, on ne va pas maintenant s'excuser en Chambre de vérifier les premières constatations qu'on a pu faire.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre du Revenu.

**Des voix:** Ah!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre!

**M. Fréchette:** À moins qu'on me dise que les renseignements sont déjà suffisants, j'ajouterai simplement ceci à ce que le ministre des Finances vient de dire. Que des officiers du ministère des Finances ou du ministère du Revenu se soient rendus dans la région de l'Outaouais pour rencontrer les gens sympathiques qui y sont, cela me paraît tout à fait normal. C'est surtout dans les limites ordinaires de leur mandat habituel. Ce n'est pas strictement dans le domaine de l'essence qu'une procédure comme celle-là se fait, c'est tout à fait normal et régulier. Il n'y a donc aucune situation extraordinaire dans ce que le député de Papineau vient de dire.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Beauharnois.  
(15 heures)

#### **Explosion d'un réservoir à l'usine Expro**

**M. Lavigne:** Merci, M. le Président. Ma

question s'adresse à l'adjoint au ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Chez nous, une compagnie a été successivement la propriété de trois compagnies différentes, soit la compagnie CIL, la CPCV et dernièrement la compagnie Expro. J'ai relevé, depuis les années soixante-dix-neuf, qu'à cette compagnie il était arrivé onze feux et explosions graves; l'une de ces explosions, l'an passé, avait occasionné la mort de trois travailleurs et des blessures graves à plusieurs autres. Le 15 avril dernier, une explosion des réservoirs d'acide a entraîné l'évacuation de plusieurs travailleurs d'une façon urgente. Cela a entraîné également l'évacuation de 3000 résidents des environs. Le 19 avril, quatre jours après l'explosion, on découvre un autre réservoir avec une possibilité d'explosion d'une capacité de 600 000 tonnes d'explosif, et la CSST a demandé évidemment l'évacuation complète de l'usine.

Cela a entraîné aussi la formation d'un comité de citoyens. Ma question est la suivante, M. le Président, en trois points. Je demanderais à l'adjoint au ministre, dans un premier temps, quels sont les pouvoirs de la CSST dans un cas comme celui-ci en ce qui a trait à l'explosion qui a eu lieu à la compagnie. Dans un deuxième temps, est-ce que les pouvoirs de la CSST s'étendent pour donner un service aux citoyens qui se sont formés en comité? Comme la troisième et dernière partie de ma question, M. le Président, n'y aurait-il pas lieu d'instaurer une enquête publique dans ce cas?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Prévost et adjoint parlementaire au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

**M. Dean:** M. le Président, je remercie le député de sa question. D'abord, il est totalement faux de prétendre, comme le syndicat, que le ministère a refusé la tenue d'une enquête publique dans cette affaire. Nous comprenons et nous partageons l'inquiétude du syndicat et de toute la population à la suite de l'explosion du 15 avril qui a entraîné l'apposition des scellés sur tout le département d'acide de l'usine et l'évacuation brève de 3000 personnes de la population environnante. Avant que les activités de ce département ne puissent reprendre, la compagnie doit remplir neuf conditions posées par l'inspecteur de la Commission de la santé et de la sécurité du travail pour assurer la sécurité dans cette partie de l'entreprise. Par ailleurs, l'enquête de la CSST se poursuit actuellement et nous attendons - c'est ce que nous avons dit au syndicat - le rapport de l'inspecteur pour prendre une décision définitive sur la demande d'enquête publique. La demande

d'enquête publique n'est donc pas rejetée, mais avant d'accorder une telle demande, il faut quand même laisser fonctionner la Commission de la santé et de la sécurité du travail qui, en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, qui a créé la commission, donne à l'enquêteur de la CSST tous les pouvoirs pour enquêter, pour fermer un département ou l'usine en entier s'ils s'avèrent dangereux pour la sécurité et la santé des travailleurs.

Donc, il faut laisser à la CSST d'abord le soin de prendre ses responsabilités. Par ailleurs, nous suivons l'affaire de près. Selon les rapports préliminaires, nous sommes confiants que le rapport de l'inspecteur lui-même va conclure à la nécessité pour la CSST d'examiner de fond en comble cette entreprise pour s'assurer que les multiples accidents, dont quelques-uns mortels, qui se sont produits depuis quelques années ne puissent plus se reproduire, en plus d'assurer la sécurité de la population environnante. Donc, les pouvoirs de la CSST, pour la première ou deuxième question, sont vastes; elle a tous les pouvoirs en vertu de la loi pour fermer les départements ou l'usine au complet s'il le faut. Pour ce qui est du comité des citoyens, évidemment, à mesure que les problèmes de santé et de sécurité demeurent à l'intérieur de l'usine, ils sont de la juridiction de la CSST; c'est une question de santé et de sécurité au travail. Quand la pollution sort de l'usine et entre dans l'environnement, cela peut être du domaine du ministère de l'Environnement. Mais je peux assurer le député que les services d'inspection de la CSST vont collaborer avec le comité des citoyens dans toute la mesure du possible. En plus, j'inviterai notre collègue, le ministre de l'Environnement, à compléter ma réponse en ce qui regarde son ministère.

**M. Léger:** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre de l'Environnement.

**M. Léger:** M. le Président, je voudrais compléter. Dès l'explosion, les spécialistes du ministère de l'Environnement, spécialement ceux d'Urgence Environnement Québec, se sont rendus sur les lieux, nécessairement avec les équipements de respiration autonome qu'il faut assurer l'évacuation des citoyens à travers les nuages de fumée dans lesquels il y avait des gaz d'acide nitrique. On peut dire que le comité qui a été formé par la suite nous a permis de nous assurer des correctifs pour l'avenir. Nécessairement, il y avait certains problèmes concernant le mélange des différents produits et nous avons vérifié toute la gestion des produits qui étaient dans différents récipients, qui étaient un peu mélangés et qui pouvaient créer des

problèmes connexes. Nous avons donc obligé la compagnie à transvider les produits dans des systèmes sécuritaires, c'est-à-dire l'acide nitrique et la nitrocellulose. On a fait nettoyer l'usine complètement et on peut dire actuellement qu'avec le comité de citoyens, la Sûreté du Québec, Urgence Environnement et la municipalité nous suivons de très près la situation pour que cela ne se reproduise plus.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Sainte-Anne, question additionnelle.

**M. Polak:** M. le Président, question additionnelle. On parle d'inspection après l'explosion. Sachant la nature dangereuse de cette industrie, un des deux ministres ou l'adjoint parlementaire au ministre du Travail pourrait-il me dire quand la dernière inspection a eu lieu avant cette explosion, sachant la nature dangereuse de cette industrie.

**Une voix:** Ah! bonne question!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. l'adjoint parlementaire.

**M. Dean:** M. le Président, je ne peux pas répondre à cette question.

**Des voix:** Ah!

**M. Dean:** Attendez! Je ne peux pas répondre à cette question pour l'instant. Dès que j'aurai le renseignement, je vais le fournir à cette Chambre, mais je dois souligner également, M. le Président, que l'inspection ne se fait pas cinq jours par semaine. Le syndicat, les travailleurs peuvent faire venir le service d'inspection quand il y a une situation d'insécurité en fonction de la loi, quand il y a une situation non sécuritaire. Il y a déjà un syndicat dans la place et - je le présume - un comité de santé et de sécurité qui, normalement, est l'agent qui fait venir les inspecteurs de la CSST. Cependant, pour répondre précisément à la question du député de Sainte-Anne, il me fera plaisir, aussitôt que j'aurai le renseignement, soit avant la fin de la période des questions ou à une séance subséquente, de fournir ce renseignement.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Mégantic-Compton, question principale.

#### **La situation dans l'industrie de la construction**

**M. Bélanger:** Merci, M. le Président. En l'absence du ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, j'aimerais adresser ma question à l'adjoint

parlementaire. Nous savons tous, M. le Président, que le décret qui régit les relations du travail dans le domaine de la construction vient à expiration dans environ 24 heures et, que je sache, aucune entente n'est intervenue. Selon un quotidien du matin, il semblerait que rien ne va plus. Je tiens à vous mentionner que dès le 15 janvier, au nom de ma formation politique, j'ai informé le ministre, j'ai sensibilisé le ministre à ce problème qu'aucune centrale syndicale n'avait obtenu la majorité pour négocier. J'aimerais, M. le Président, que l'adjoint parlementaire assure cette Assemblée qu'il n'y aura pas d'arrêt de travail dans le domaine de la construction causé, justement, par la négligence et par le refus du ministre de prendre ses responsabilités au moment propice dans ce dossier.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. l'adjoint parlementaire au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

**M. Dean:** M. le Président, je remercie le député de sa question. Je suis en mesure de l'assurer qu'il n'y aura pas de cessation de travail attribuable au défaut du ministère de prendre ses responsabilités, puisque le ministère a pris ses responsabilités et continue de les prendre au moment où on se parle. Il est vrai qu'à l'automne, lors du vote de maraudage prévu dans la loi, aucune centrale syndicale n'a obtenu une majorité absolue. À la suite de ce vote, les cinq centrales ont préparé leurs demandes et les ont présentées à tour de rôle. De longs pourparlers entre les centrales n'ont abouti à aucune entente entre les parties syndicales pour confronter la partie patronale qui, en vertu de la loi, est une partie patronale unifiée. Donc, on a la solidarité des patrons, mais la loi prévoit un certain...

**Une voix:** Pluralisme.

**M. Dean:** ... pluralisme entre les parties syndicales. Merci, M. le député.  
(15 h 10)

Ceci dit, au moment où il apparaissait que le problème de base qui était que les parties syndicales ne formaient pas une majorité qui, en fonction de la loi, pouvait négocier avec la partie patronale, nous avons, au ministère, nommé des conciliateurs pour essayer d'abord d'amener les parties syndicales ensemble. Le travail ardu des conciliateurs a donné le résultat qu'il semblait n'y avoir aucune possibilité. À ce moment-là, je suis intervenu moi-même; j'ai convoqué les quatre ou cinq centrales syndicales dans une tentative de les mettre ensemble, pour au moins pouvoir négocier légalement une entente avec la partie patronale.

À la suite de cette rencontre, finalement, deux parties syndicales ont formé un cartel représentatif de 70% des travailleurs, donc autorisé légalement en vertu de la loi à négocier avec la partie patronale.

Des pourparlers ont eu lieu entre les parties. À quelques heures de la demande d'un médiateur spécial, nous avons nommé un médiateur spécial, M. Raymond Leboeuf, qui a rencontré les parties. Il a déposé un rapport hier aux parties et, au moment où on se parle, les pourparlers se continuent avec la participation non seulement du médiateur spécial, mais de celle du sous-ministre adjoint, de celle du directeur de la division des relations du travail, en d'autres termes les fonctionnaires supérieurs, les hauts fonctionnaires du ministère du Travail dans ce domaine. Comme on dit, dans les négociations, cela prend du nerf pour négocier, mais, tant qu'il restera des heures devant nous ou des jours, il restera de l'espoir. Il y a possibilité d'une entente, comme il y a dans toute négociation possibilité d'aucune entente, mais des pourparlers se déroulent au moment où on se parle. Cela explique l'absence du ministre cet après-midi. Il est au téléphone; il suit la situation de demi-heure en demi-heure.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Mégantic-Compton, question additionnelle.

M. Bélanger: M. le Président, en date du 2 février, l'AECQ avertissait le ministre par lettre que la FTQ-Construction et la CSN ne s'étaient pas présentées pour négocier. Je voudrais que l'adjoint parlementaire nous indique à quelle date a été nommé le conciliateur. Le 2 février, vous le savez, on ne négociait pas. Je voudrais savoir à quelle date le médiateur a été nommé.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. l'adjoint parlementaire.

M. Dean: Je vais fournir la date un peu plus tard. Il faudrait que je fouille dans mes papiers. Je ne veux pas perdre de temps, je vais vous le dire le plus tôt possible. Les conciliateurs, je le répète, ont été nommés non pas face à un "break-down" de négociation de la partie patronale, mais face au fait qu'on ne pouvait pas mobiliser une partie syndicale majoritaire pour participer aux négociations. Le rôle des conciliateurs, je le répète, a consisté plutôt à faire le tour des questions avec chaque centrale syndicale dans l'espoir d'amener des négociations. L'AECQ a pris ses positions; elle a fait des déclarations publiques, etc.

**Une voix:** Ce n'est pas fini?

**M. Dean:** ... et, à la suite de ces propositions publiques, on a fait une tentative, comme je l'ai dit, de ramener les parties syndicales ensemble pour qu'elles s'assoient face à face avec l'AECQ. Je veux souligner ou relever une petite erreur dans les remarques; c'est peut-être une erreur du député de Mégantic-Compton, c'est qu'il n'est pas vrai que la CSN n'a pas présenté ses demandes et il n'est pas vrai non plus que la FTQ n'a pas présenté ses demandes, sauf que, quand la FTQ a convoqué la partie patronale pour présenter ses demandes à la partie patronale, la partie patronale avait déjà pris sa décision de ne parler à personne.

Maintenant, tout le monde a un meilleur esprit qu'il n'avait, parce que les gens se parlent. Il y a une partie syndicale légale et majoritaire qui parle à la partie patronale depuis quelques jours et les pourparlers avancent. On peut donc encore espérer une entente qui va permettre le règlement de ce conflit.

**M. Lalonde:** Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Comme il ne reste qu'une minute à la période des questions...

**M. Parizeau:** C'est une question de privilège.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Question de privilège, M. le ministre des Finances.

#### **Zone de détaxation graduelle de l'essence (suite)**

**M. Parizeau:** M. le Président, sur une question de privilège, je viens simplement d'être informé de certains renseignements et, conformément à notre règlement, j'interviens à la première occasion disponible sur la question suivante. Le député de Gatineau, tout à l'heure, semblait nous dire que ce n'est que par des articles de journaux qu'il avait été mis au courant de la décision du gouvernement, qu'il n'était pas au courant officiellement de ce qu'était cette décision. Je dois indiquer que ce n'est pas exact. Manifestement, on ne se comprend pas sur le sens des lettres échangées.

Je voudrais indiquer que le 20 avril la décision a été communiquée par mon cabinet au député de Chapleau, au député de Gatineau, au député de Pontiac et au député de Papineau personnellement, pour chacun d'entre eux. Deuxièmement, le fonctionnaire du ministère du Revenu chargé d'expliquer les raisons pour lesquelles cette décision a été prise a envoyé une lettre à cet effet au député de Papineau le 22 avril et, à la demande des collègues du député de Papineau, en a envoyé d'autres copies hier et aujourd'hui. Je comprends que les copies

d'hier et d'aujourd'hui ne sont peut-être pas parvenues aux intéressés, mais, en tout cas, j' imagine qu'entre le député de Papineau, le député de Chapleau, le député de Gatineau et le député de Pontiac il n'y a pas d'incompatibilité d'humeur, ils doivent tout de même se parler.

Dans ces conditions, je dois rectifier les choses. Il n'est pas exact que j'ai eu aujourd'hui à présenter officiellement la réponse, qu'elle n'a pas été connue des intéressés. Nous avons pris des dispositions pour que les intéressés en cette Chambre soient avertis en temps utile et avant aujourd'hui.

**M. Gratton:** Question de privilège.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Sans vouloir engendrer un débat, je vous accorde cependant une question de privilège, M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** M. le Président, je ferai lecture - c'est très court - d'une lettre datée du 20 avril que j'ai reçue au cours des derniers jours. Elle est signée par M. Jean Royer, le secrétaire particulier adjoint du ministre des Finances, et se lit comme suit: "Par la présente, je tiens à vous confirmer qu'il n'est pas dans les intentions du ministre des Finances de changer sa position sur la taxe touchant l'essence. Une lettre du ministère du Revenu vous parviendra dans les jours qui viennent vous expliquant la nature de la décision conjointe du ministère du Revenu et du ministère des Finances."

M. le Président, je répète ce que j'ai dit au cours de la période des questions. À ce jour, je n'ai reçu aucune autre communication. J'attends toujours qu'on me fournisse les raisons de la décision. Les seules raisons dont j'ai pu prendre connaissance sont dans un article du journal *Le Droit* du 21 avril, qui cite malheureusement une source anonyme à l'intérieur du cabinet du ministère du Revenu. Encore nulle part n'ai-je reçu les raisons qui ont motivé le ministre des Finances à prendre la décision qu'il a prise.

**M. Lalonde:** M. le Président...

**M. Parizeau:** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le ministre des Finances, tout en vous rappelant qu'une question de privilège ne doit pas engendrer de débat.

**M. de Belleval:** ...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Charlesbourg, le député de Gatineau a posé une question de privilège et j'avais le droit de l'entendre.

M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, je ne suis pas certain que ce soit une question de privilège, vous en jugerez pour moi, je n'ai qu'une phrase à dire à cet égard. Je ne sais pas en vertu de quoi une question de privilège représente une sorte d'attaque à mon égard quand elle confirme exactement ce que j'ai dit avant.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Juste avant d'accorder cette question de privilège, j'avais dit qu'il restait une minute à la période des questions. Je permettrai au député de Marguerite-Bourgeoys et leader adjoint de l'Opposition de poser une brève question principale.

#### L'avenir des commissions scolaires

**M. Lalonde:** M. le Président, ma question sera brève. J'aimerais demander au premier ministre, en lui rappelant qu'il y a deux ans je lui avais posé une question semblable, s'il est de l'intention du gouvernement d'éliminer les commissions scolaires dans la réforme scolaire envisagée par le gouvernement actuellement.  
(15 h 20)

Il y a deux ans - je n'ai pas assez de temps pour expliquer davantage - il avait dit, le 20 mars 1980, tel que rapporté le lendemain par une dépêche de la Presse canadienne: "Le premier ministre, René Lévesque, a déclaré solennellement hier qu'il n'a jamais été dans les plans de son gouvernement de remplacer les commissions scolaires par des organismes dont les membres ne seraient pas élus par la population."

M. le Président, ma question est la suivante. Compte tenu de ce qui a transpiré de la réforme scolaire du ministre de l'Éducation, est-ce que le premier ministre pourrait nous assurer ici, peut-être par la voix du vice-premier ministre, s'il est à côté de la Chambre, que c'est encore l'intention du gouvernement de...

**M. de Belleval:** Le ministre de l'Éducation est là.

**M. Lalonde:** Non. Le député de Charlesbourg va comprendre pourquoi je ne pose pas la question au ministre de l'Éducation.

**Une voix:** Il a peur.

**M. Lalonde:** C'est au premier ministre. C'est lui le chef du gouvernement, je pense. Enfin, j'ai cette illusion-là.

**Une voix:** Il y a eu un "renérendum".

**M. Lalonde:** Est-ce l'intention du gouvernement ou du premier ministre de tenir sa parole et de conserver aux commissions scolaires le caractère démocratique que les commissions scolaires possèdent actuellement et de ne pas les remplacer par des organismes non élus, comme il semble que ce soit l'intention du ministre de l'Éducation?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le vice-premier ministre.

**M. Morin:** M. le Président, c'est le genre de question qui s'adresse directement au ministre de l'Éducation.

**Des voix:** Non.

**M. Morin:** Il est en Chambre. Je le laisse répondre à la question si le cœur lui en dit.

**M. Lalonde:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Question de règlement.

**M. Lalonde:** M. le Président, le vice-premier ministre, ex-ministre de l'Éducation, peut peut-être tenter lui-même de se faufiler ou de se défilier devant la responsabilité qui incombe au gouvernement d'assurer à la population, parce que beaucoup de gens... M. le Président, c'est une question de règlement.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** J'aimerais entendre votre question de règlement, M. le député.

**M. Lalonde:** Ma question a été spécifiquement posée au premier ministre parce que c'est lui qui, de son siège, il y a deux ans, solennellement, a affirmé que jamais on n'enlèverait - jamais dans la perspective courante - aux commissions scolaires leur caractère démocratique. Je crois, M. le Président, que la réponse à ma question doit venir du premier ministre.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, sur la question de règlement. Je veux simplement indiquer au député de Marguerite-Bourgeoys que, comme il compte adresser sa question au premier ministre et qu'il tient à en obtenir une réponse, je prends avis de la question au nom du premier ministre. La semaine prochaine, vous pourrez lui reformuler la question et, à ce moment-là, il pourra y répondre.

**Une voix:** Très bien.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Fin de la période des questions.

Motions non annoncées.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Avis à la Chambre. M. le leader du gouvernement.

#### Avis à la Chambre

**M. Bertrand:** M. le Président, le seul avis que j'ai à faire, c'est pour mardi de la semaine prochaine, le 4 mai 1982. De 10 heures à 13 heures, deux commissions parlementaires permanentes siégeront, l'une au salon rouge, celle de l'éducation, pour entreprendre l'étude de ses crédits, et la seconde à la salle 81-A, la commission des affaires municipales, pour entreprendre, elle aussi, l'étude de ses crédits.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion est adoptée?

**Une voix:** C'est un avis.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Excusez-moi! C'est un avis. Affaires du jour.

**M. Bertrand:** Non. Motions.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Vous avez raison, motions. M. le leader.

**M. Mathieu:** Question en vertu de l'article 34.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** En vertu de l'article 34, M. le député de Beauce-Sud.

#### Recours à l'article 34

**M. Mathieu:** M. le Président, en vertu de l'article 34, je voudrais poser une question au leader. Concernant la coloration de la margarine, est-ce l'intention du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de déposer un projet de loi ou un projet de règlement visant à interdire la coloration de la margarine?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** Je transmettrai la question du député de Beauce-Sud au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Dès qu'il m'aura mis au fait sur le dossier de la margarine, il me fera plaisir de répondre à votre question.

**M. Lalonde:** En vertu de l'article 34,

M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** On retrouve encore au feuilleton d'aujourd'hui le projet de loi no 188, projet de loi privé, c'est-à-dire inscrit au nom d'un député, le député de Vachon, qui a été étudié en commission parlementaire il y a quelques mois et qui a été suspendu. J'ai déjà posé la question il y a quelques mois. Est-ce l'intention du leader de rappeler ce projet de loi devant la commission parlementaire? C'est un projet de loi concernant un contrat d'approvisionnement à l'hôpital Charles Le Moyne où on voulait déposséder une femme d'un contrat qu'elle avait légalement obtenu et envers lequel, projet de loi, l'Opposition avait manifesté des objections très sérieuses. Est-ce l'intention du gouvernement de retirer ce projet de loi ou de le rappeler?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, là-dessus je dois avoir un entretien avec le ministre des Affaires sociales. Nous savons qu'il y a eu reprise de négociation entre les parties depuis que nous avons discuté de ce projet de loi en commission parlementaire, mais je ne suis pas en mesure, à ce moment-ci, d'indiquer au député de Marguerite-Bourgeoys s'il est dans l'intention du gouvernement de procéder au retrait dudit projet de loi. Dès que j'aurai eu l'entretien avec le ministre des Affaires sociales, qui est nécessaire dans les circonstances, et aussi avec le député de Vachon, qui était parrain du projet de loi, je pourrai lui donner l'information qu'il demande.

**M. Lalonde:** Comme le leader de l'Opposition...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** ... me le souffle, il ne s'agit pas d'un projet de loi du gouvernement, c'est un projet de loi de député. Il incombe au leader de déterminer s'il doit revenir à l'étude ou non.

M. Bertrand: Je peux indiquer au député de Marguerite-Bourgeoys que dès que j'aurai suffisamment de renseignements pour savoir si, oui ou non, il doit être maintenu au feuilleton, je me ferai un devoir d'en informer la Chambre dans les plus brefs délais, mais en ce moment, je n'ai pas en main toutes les informations qui me permettraient de lui donner une réponse à savoir si nous allons le retenir ou non au

feuilleton.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** En vertu de l'article 34 toujours, M. le député de Jeanne-Mance.

**M. Bissonnet:** Est-ce que le leader peut nous dire si le projet de loi concernant l'accessibilité à l'information gouvernementale sera déposé la semaine prochaine ou dans les semaines à venir?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** Sur celui-là, je ne peux tout de même pas m'en remettre à d'autres collègues. Je peux indiquer au député de Jeanne-Mance, avec grand plaisir, que ce projet de loi a franchi sa toute dernière étape au Conseil des ministres, hier, et qu'il sera normalement déposé quelque part la semaine prochaine, ou, en tout cas, pas plus tard qu'au début de l'autre semaine.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Laprairie.

**M. Saintonge:** En vertu de l'article 34, M. le leader, je voudrais savoir si vous avez eu des communications du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche relativement au dépôt du rapport du vérificateur sur les enquêtes au Saguenay-Lac-Saint-Jean et à Montréal, et dans quels délais nous pourrions obtenir ces rapports.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, le vérificateur a demandé au ministre un certain délai additionnel pour accumuler davantage d'informations et poursuivre davantage son enquête. On m'annonce même que, tout en continuant de faire ce travail, plusieurs aspects de ce rapport sont en voie de rédaction et que d'ici à un mois, environ c'est-à-dire vers la fin du mois de mai normalement - c'est le délai qu'a demandé le vérificateur - nous pourrions avoir en main les informations demandées par le député.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Motion, M. le leader du gouvernement.

#### **Travaux de la Chambre et des commissions**

**M. Bertrand:** Oui, M. le Président. Aujourd'hui même je voudrais faire motion pour que siège la commission parlementaire permanente des engagements financiers à la salle 81-A, de 15 h 30 à 18 heures et de 20 heures à 22 heures.



**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. Affaires du jour.

**M. Bertrand:** Aux affaires du jour il y a un projet de loi - no 18 - inscrit au nom du ministre de la Justice. Nous en sommes à la prise en considération, c'est l'article 11 du feuillet d'aujourd'hui.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Avant le début des affaires du jour, j'aimerais demander au leader de l'Opposition ce que sera la question avec débat de vendredi, le 7 mai prochain.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je vous remercie et je voudrais indiquer à cette Chambre que nous allons aborder cette question avec débat dans le cadre de la commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu. C'est une question avec débat du député de Jean-Talon posée au ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu sur le sujet suivant: Les services essentiels en cas de grève dans les secteurs public et parapublic.  
(15 h 3D)

Pendant que je suis debout, est-ce que je pourrais demander au leader parlementaire du gouvernement, qui, j'en suis convaincu, m'écoute attentivement, s'il aurait à nous annoncer, au moins sommairement, les travaux qu'il prévoit pour la semaine prochaine?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** Avec grand plaisir, M. le Président. Puisque nous reprenons les travaux cette semaine, j'allais presque oublier la bonne habitude que j'avais prise durant les premières semaines. Le mardi prochain 4 mai, nous entreprendrions l'étude en deuxième lecture du projet de loi no 55, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, loi inscrite au nom du ministre de l'Environnement, vers 15 heures, après la période des questions, après les affaires courantes. Si le débat se terminait le jour même, nous pourrions entreprendre l'étude article par article de ce projet de loi mercredi et jeudi; donc, nous pourrions prendre une bonne partie de la semaine à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire pour étudier le projet de loi

no 55.

Deuxièmement, mercredi ou mardi, selon le moment où on terminera l'étude du projet de loi no 55, nous pourrions poursuivre l'étude en deuxième lecture du projet de loi no 46, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Nous pourrions aussi - on verra d'après le temps consacré au projet de loi no 46 - étudier en troisième lecture le projet de loi no 18, celui qu'aujourd'hui le ministre de la Justice propose à la Chambre pour prise en considération.

Nous pourrions aussi, comme c'est une bonne habitude depuis un certain nombre de semaines, nous garder un peu de temps pour le projet de loi no 37. Si on pouvait même accélérer ces travaux, ce serait bien venu d'un côté et de l'autre. Nous pourrions peut-être aussi aborder l'étude en deuxième lecture du projet de loi inscrit au nom du ministre de la Justice, le projet de loi sur la constitution de 1982, mais la semaine prochaine et certainement pas au début de la semaine, puisque le dépôt en première lecture se fera mardi. Ce serait plutôt jeudi et peut-être même davantage au début de la semaine suivante. En tout cas, je veux simplement laisser savoir que ce projet de loi sera disponible pour étude à compter de la semaine prochaine. Je voudrais tout de même respecter là-dessus un certain délai pour que l'Opposition puisse se préparer en conséquence.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** J'aimerais faire remarquer à l'honorable leader parlementaire du gouvernement, d'autant plus que le ministre de la Justice est présent, que si on avait l'intention d'appeler ce projet de loi dès la semaine prochaine, je pense que, sous le sceau de la confidentialité, il va sans dire, nous pourrions au moins en recevoir une copie, une épreuve aujourd'hui, avant de partir pour la fin de semaine.

Ce projet de loi, que je ne connais pas, pourrait comporter certains éléments litigieux ou des éléments qui demanderaient ou qui justifieraient une certaine recherche. Le ministre, qui est au courant de son projet de loi, peut, à ce moment-ci, selon sa propre estimation, nous dire, si le leader parlementaire lui permet de le faire, évidemment, si d'abord ce projet de loi est prêt, deuxièmement, s'il a l'intention de le présenter pour étude la semaine prochaine, pas avant jeudi, m'a-t-on dit, mais même à jeudi, s'il n'était déposé que mardi, s'il comporte une certaine recherche, s'il est le moins volumineux ou s'il se réfère à plusieurs lois existantes, nous sommes en pleine méconnaissance ou inconscience, enfin, nous ne connaissons pas du tout les

intentions du gouvernement, nous ne pouvons que les deviner.

Il serait important, si on a l'intention de déposer un projet de loi le moins substantiel mardi, qu'on ne nous demande pas, logiquement, d'entreprendre cette étude dès jeudi, à moins que, comme je l'offrais il y a quelques instants au leader parlementaire du gouvernement, nous ayons au moins en main, pour la fin de semaine, le texte de ce qu'on entend déposer comme projet de loi.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Je comprends très bien l'invitation que le leader adresse au ministre de la Justice. C'est un projet de loi évidemment substantiel, comme le sont tous les projets de loi présentés par le gouvernement, c'est un projet de loi qui, par contre, n'est pas considérable si on tient compte du nombre d'articles qui y sont inclus. C'est surtout un projet de loi sur lequel l'Opposition devra, assez rapidement, décider si elle est pour ou contre. Je pense que le problème sera davantage à ce niveau, M. le Président. Dans ce contexte, je préfère respecter la coutume, la tradition. Nous allons le déposer en première lecture mardi prochain. Si, par la suite, le leader de l'Opposition m'indique que de son côté on a besoin d'un certain temps pour en discuter, pour, comment dirais-je? réconcilier des groupes qui ne seraient pas disposés à adopter une position commune sur la question, il me fera grand plaisir, à ce moment, d'en reporter l'étude au début de la semaine suivante.

Si, par contre, on sentait que cela va de soi qu'il faut appuyer le gouvernement sur un projet de loi aussi vital, nous pourrions peut-être en commencer l'étude vers la fin de la semaine. Pour l'instant, disons qu'on attendra à mardi prochain, au moment du dépôt en première lecture.

**Prise en considération du rapport  
de la commission qui a étudié  
le projet de loi no 18**

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Donc, comme l'a déjà indiqué le leader du gouvernement, c'est l'article 11 du feuillet, la prise en considération du rapport de la commission permanente de la justice qui a étudié le projet de loi no 18, Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile.

Il y a un amendement que je vais vous lire: L'article 2 qui remplace l'article 13 du Code de procédure civile proposé au projet de loi no 18, Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de la procédure civile, est modifié

en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 13 par les suivants: "Cependant, en première instance, les audiences concernant les procédures en matière familiale se tiennent à huis clos à la demande d'une des parties, à moins que le tribunal n'ordonne une audience publique s'il l'estime utile dans l'intérêt de la justice."

"Dans le cas de l'alinéa précédent, le tribunal doit toutefois admettre tout journaliste qui en fait la demande."

Cet amendement est proposé par le député de D'Arcy McGee. M. le député de D'Arcy McGee.

**M. Herbert Marx**

**M. Marx:** Merci, M. le Président. Cet amendement, comme vous venez de le dire, va remplacer l'article 2 du projet de loi no 18 qui remplace ou modifie l'article 13 du Code de procédure civile. L'article 13 actuel du Code de procédure civile prévoit que les audiences des tribunaux sont publiques, mais que le tribunal peut ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public ou dans l'intérêt des enfants dans les cas d'actions en séparation de corps, d'actions en paternité ou des actions semblables. Le ministre propose le huis clos intégral pour tout procès en matière de famille. L'article 13, tel qu'amendé par le ministre, se lirait comme suit: "Les audiences des tribunaux sont publiques, où qu'elles soient tenues, mais le tribunal peut ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public."

"Cependant, en première instance, les audiences se tiennent à huis clos lorsqu'elles concernent des procédures en matière familiale, à moins que le tribunal n'ordonne une audience publique si, à la demande d'une personne, il l'estime utile dans l'intérêt de la justice."

L'Opposition est d'accord sur le principe que le ministre aimerait intégrer dans le Code de procédure civile. Cependant, le ministre va trop loin dans son amendement. Je vais expliquer ma position dans une minute. Premièrement, j'aimerais relire mon amendement. L'article 13, avec mon amendement, va se lire comme suit: "Les audiences des tribunaux sont publiques où qu'elles soient tenues, mais le tribunal peut ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public."  
(15 h 40)

"Cependant, en première instance, les audiences concernant les procédures en matière familiale se tiennent à huis clos à la demande d'une des parties, à moins que le tribunal n'ordonne une audience publique s'il l'estime utile dans l'intérêt de la justice."

"Dans le cas de l'alinéa précédent, le tribunal doit toutefois admettre tout journaliste qui en fait la demande."

Il y a deux principes à concilier dans ce projet de loi: Premièrement, il y a le principe fondamental que tout procès doit être public, tout procès doit être ouvert. C'est le premier principe. Le deuxième principe d'une importance peut-être égale veut qu'on protège la vie privée des personnes, qu'il y ait une certaine protection de la vie privée consacrée dans notre Code de procédure civile.

Voyons maintenant le premier principe, le droit à un procès ouvert. Ce principe, indépendamment de tout texte législatif, indépendamment de toute loi, est profondément ancré dans notre système juridique, dans notre droit. C'est difficile, M. le Président, de fixer une date à l'origine de cette règle. Cela date de longtemps, depuis des siècles. On se méfie des procès secrets, des procès qui ne sont pas ouverts, des procès à huis clos depuis la English Court of Star Chamber, depuis la lettre de cachet en France et depuis l'Inquisition en Espagne.

En ce qui concerne le droit québécois sur ce point, j'aimerais vous référer, M. le Président, à un excellent article du professeur Adrian Popovici de la faculté de droit de l'Université de Montréal. Cet article, intitulé *Secrets et procédures*, se trouve au tome 35 de la revue du barreau aux pages 306 à 328. Cet article a été publié en 1974. Des justifications au principe d'un procès public ne manquent pas. Je pense que c'est évident que les procès doivent être ouverts et publics, mais je vais essayer de justifier, en quelque sorte, ce principe. Il est essentiel que chaque procès soit public et devant un tribunal impartial. Ce principe est consacré par l'article 23 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Dans son mémoire au ministre de la Justice, la Commission des droits de la personne du Québec a écrit: "C'est précisément le caractère public des auditions qui garantit que la justice se rendra de façon impartiale." Il faut que le pouvoir judiciaire s'exerce en public. Ce procès public est d'abord un frein aux abus et à l'arbitraire éventuel des pouvoirs judiciaires. C'est déjà arrivé dans l'histoire de notre pays qu'il y ait des abus judiciaires, que le pouvoir judiciaire s'exerce d'une façon exagérée. Il faut avoir un contrôle sur ce pouvoir judiciaire et le contrôle, c'est d'avoir un procès ouvert, un procès public où, par exemple, les journalistes peuvent entrer et faire état de la façon dont se déroule l'administration de la justice dans nos cours.

Il ne faut pas oublier, M. le Président, que dans un sens - et dans un sens important - la presse écrite et la presse parlée sont les gardiennes importantes de nos libertés publiques ici, au Québec, pour l'Assemblée nationale comme à Ottawa pour le Parlement fédéral. Il c'est essentiel que rien, ou presque rien, ne soit caché à la presse qui,

comme je viens de le dire dans un sens - c'est important - est l'un des gardiens de nos libertés, l'un des piliers de nos droits de la personne.

J'aimerais aussi souligner que, quand on a un procès ouvert, on évite de faux témoignages parce que, quand la salle est remplie d'autres personnes intéressées, le témoin y pense deux ou trois fois avant de se parjurer. On trouve cela dans la pratique, quand il y a d'autres personnes on est plus sûr et certain qu'il y aura moins de faux témoignages. Aussi, quand le procès est ouvert au public, des tiers peuvent souvent avoir un intérêt et vouloir être présents; il arrive qu'une cause entre deux personnes affecte d'autres personnes. Il arrive aussi que le juge décide de rendre un jugement du banc, un jugement oral. Cela est important de connaître les jugements de nos juges et, en ayant un procès ouvert, tout le monde peut prendre connaissance de ces jugements rendus du banc. Voilà pour le premier principe, le principe qui dit que nous devons avoir un procès ouvert qui est une sorte de garantie que nous aurons des tribunaux impartiaux.

Le deuxième principe, c'est le droit à la protection de la vie privée, surtout en matière familiale, parce que c'est la matière familiale qui nous occupe dans ce projet de loi. Le Code de procédure civile actuel prévoit le huis clos. Il est possible que le juge décide que le procès va se dérouler à huis clos, mais - et j'insiste sur ce point - les parties ne peuvent pas l'exiger à ce moment-ci; le juge a la discrétion.

J'aimerais insister sur le fait que nous sommes d'accord qu'il faut protéger la vie privée des gens qui se trouvent devant les tribunaux en matière familiale. J'insiste pour dire que c'est le sens de notre amendement. Il est vrai - et personne ne conteste le fait - que certaines personnes, des hommes et des femmes, n'aiment pas avoir leur procès en matière de séparation de corps, en matière de divorce devant d'autres personnes. Elles sont gênées de témoigner devant d'autres personnes sur des sujets plus ou moins délicats. Je comprends cela et j'imagine que tous les députés de la Chambre comprennent ce problème. Il y a des gens malheureux de devoir témoigner devant tout le monde au palais de justice. J'insiste une deuxième fois pour dire que le sens de notre amendement est d'offrir la protection du huis clos à ces personnes.

Le ministre, en proposant le huis clos intégral comme procédure universelle, écarte le principe des procès ouverts pour privilégier le principe de la protection de la vie privée. Il me semble qu'il faut concilier ces deux principes à l'instar des suggestions mises de l'avant par la Commission des droits de la personne du Québec. Dans son mémoire, que d'ailleurs le ministre a rejeté

du revers de la main, la Commission des droits de la personne du Québec a écrit: "Il nous semble qu'il est possible de concilier le droit à une audience publique, qui a de tout temps été tenu pour une des conditions essentielles à la justice, au droit des parties à la vie privée, à la sauvegarde de leur dignité, de leur honneur et de leur réputation." Les recommandations de la Commission des droits de la personne vont dans le même sens que notre amendement. (15 h 50)

Si on adopte le projet de loi no 13 tel que proposé par le ministre, il sera impossible pour un justiciable d'exiger un procès public en matière familiale. Le juge pourra accorder le procès public s'il estime que c'est dans l'intérêt de la justice. Mais le juge aura certainement un pouvoir discrétionnaire. J'insiste à nouveau, selon moi, ce serait impossible pour un justiciable d'avoir un procès public, un procès ouvert. Dans un sens, c'est un retour au Moyen Âge. Je ne comprends pas comment on peut enlever aux gens la possibilité d'avoir un procès ouvert. C'est contre l'article 23 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Le projet de loi que le ministre veut faire adopter va carrément à l'encontre de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Cette charte a été violée par le gouvernement déjà onze fois; c'est maintenant la douzième fois. Il n'y a pas de problème, c'est une charte qu'on peut amender, changer au bon gré du gouvernement. Je pense que ce n'est pas la meilleure façon de protéger les droits et les libertés des Québécois de toujours amender, changer, mettre des "nonobstant" en ce qui concerne la Charte des droits et libertés de la personne. Je pense que le gouvernement exagère en passant outre à cette charte qui a été proposée et adoptée par un gouvernement libéral en 1975.

Notre amendement prévoit qu'à la demande d'une des parties au procès en matière familiale le juge doit accorder le huis clos. C'est-à-dire que si une personne demande le huis clos, le juge devra l'accorder tout de suite. Toutefois, le tribunal doit admettre tout journaliste qui en fait la demande. C'est très rare que des journalistes demandent d'assister aux procès. Il y a une disposition semblable en ce qui concerne le Tribunal de la jeunesse, c'est-à-dire que les journalistes peuvent demander d'assister aux procès.

Ceux qui pratiquent le droit savent que, surtout à Montréal, c'est rare qu'on voit des journalistes dans les salles d'audience; ça arrive rarement, mais ils ont le droit d'assister aux procès. Le droit d'y assister est très important parce que c'est notre garantie d'un procès ouvert, d'un procès public et si, le cas échéant, le pouvoir

judiciaire exagère, un journaliste peut assister au procès et en faire rapport au peuple québécois. En ce qui concerne l'anonymat des parties, c'est déjà protégé par un autre article du projet de loi no 18 dont on est en train de discuter.

Je répète une autre fois, c'est très rare qu'on voit des journalistes aux procès, c'est rare qu'on lit le reportage d'un procès en divorce ou d'un procès en séparation de corps. L'essentiel de ma proposition c'est que, pour avoir un procès ouvert, il est important que le peuple, le public puisse être représenté, le cas échéant, par des journalistes.

Notre amendement fait la conciliation des deux principes que j'ai décrits il y a quelques minutes. Enfin, la Commission des droits de la personne, dans son mémoire au ministre, est tout à fait d'accord avec le sens de notre amendement. Je souhaite que le ministre accepte notre amendement qui fait la conciliation entre ces deux principes, le principe d'avoir un procès ouvert, public et impartial et le principe qui veut qu'on protège la vie privée des individus.

Finalement, sur le plan pratique, prenons le palais de justice de Montréal. La plupart des divorces au palais de justice de Montréal sont des divorces non contestés. Aujourd'hui, un juge peut passer environ 40 à 50 divorces par jour. Avec le projet de loi du ministre de la Justice, cela serait impossible parce que, après chaque procès non contesté, il serait nécessaire de faire entrer les avocats, les parties, et, après chaque procès, il serait nécessaire de vider la salle d'audience. J'ai déjà consulté les juges sur cette question, M. le Président, et je vous assure que les juges qui passent 40 à 50 divorces non contestés aujourd'hui au palais de justice de Montréal auront la possibilité d'en passer seulement 10 à 15, peut-être 20, mais cela va rendre la justice plus inefficace au palais de justice de Montréal. Je peux vous dire que, depuis que le PQ est au pouvoir, l'administration de la justice au Québec a pas mal reculé. J'ai déjà démontré cela dans mes études sur les prisons, sur la police, sur les services de police, et je vais rendre public sous peu un rapport sur les lenteurs de la justice, que je trouve une injustice flagrante.

J'aimerais demander au ministre où on va mettre les 200 personnes qui se trouvent aujourd'hui dans une salle d'audience à Montréal en attendant leur divorce non contesté. Est-ce qu'on va les mettre dans les couloirs? Est-ce que le ministre a déjà pensé à cela? S'il faut vider les salles d'audience, où va-t-on mettre tout ce monde au palais de justice de Montréal?

En terminant, M. le Président, j'aimerais suggérer au ministre de repenser son amendement, de le revoir, d'essayer d'améliorer l'amendement qu'il propose au

Code de procédure civile avant qu'il ne soit trop tard. Avant, il faut réparer cet article. J'aimerais vous donner un exemple de réparation de notre ministre de la Justice.

Hier, en commission parlementaire, je lui ai dit que - il administre depuis presque six ans maintenant - quand il est devenu ministre en 1976, à la Commission des droits de la personne, tout marchait bien. Il n'y avait pas de délai. Tout allait bien. La commission avait assez de ressources. Elle avait assez de personnel, etc. Savez-vous où on en est rendu aujourd'hui, M. le Président? À la Commission des droits de la personne, cela prend des mois et même plus d'un an avant que la commission puisse commencer une enquête après avoir reçu une plainte. C'est incroyable, les délais à la Commission des droits de la personne. Qu'est-ce que le ministre nous a répondu? Le ministre a répondu: On va faire le rattrapage. C'est le ministre qui a causé le problème et, maintenant, il va essayer de corriger le problème.

J'aimerais dire au ministre, avant de nous causer des problèmes à Montréal, de penser à son affaire parce qu'on ne veut pas qu'il corrige par après les erreurs qu'il est en train de faire cette semaine.

En terminant, j'aimerais souligner le mémoire sur l'adoption internationale envoyé au ministre par Me Raymond Nepveu, de Sept-Îles, mémoire qui a été publié dans le Devoir du 26 avril 1982. Le ministre devrait tenir compte de ce mémoire en matière d'adoption, en relation avec le projet de loi no 18. Je ne veux pas discuter de cette question, quoique mes collègues vont en parler davantage dans quelques minutes. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Brome-Missisquoi.

**Des voix:** Ah!  
(16 heures)

#### M. Pierre Paradis

**M. Paradis:** M. le Président, j'entends des murmures de l'autre côté de la Chambre. On ne semble pas réaliser l'importance du projet de loi déposé par l'honorable ministre de la Justice et la façon dont il peut affecter la vie de centaines de milliers de Québécois.

Comme l'a mentionné le critique de l'Opposition en matière de justice, le député de D'Arcy McGee, j'entends intervenir plus spécifiquement sur les articles 40 et 43 ainsi que 43 à 49 dudit projet de loi qui touchent l'adoption internationale.

Quel est le député dans cette Chambre qui, lorsqu'il fait du bureau de comté, n'a pas eu à rencontrer des couples désireux d'adopter un enfant au Québec? Il y en a

des milliers et, si on veut un chiffre plus précis, on évalue présentement, au ministère des Affaires sociales, à 15 000 le nombre de couples qui sont désireux d'adopter un enfant, mais à cause de plusieurs facteurs, dont une certaine dénatalité au Québec, ça prend en moyenne sept ans avant qu'un couple qui est désireux d'adopter un enfant puisse en recevoir un dans son foyer.

M. le Président, l'adoption internationale est une façon, pour les parents qui ne peuvent obtenir un enfant né en terre québécoise, d'obtenir l'enfant dont ils rêvent et qu'ils ne peuvent avoir pour diverses raisons.

Au cours de la dernière année, au niveau de l'adoption internationale, on a accueilli dans des foyers québécois 160 enfants nés dans des pays qu'on qualifie la plupart du temps de pays en voie de développement, de pays défavorisés économiquement. D'un côté, on a donné à ces enfants un foyer chaleureux, un foyer dans une terre qui est encore une terre riche et, d'un autre côté, on a permis à des parents de donner leur amour à cet enfant. On a rendu service à toutes les parties impliquées.

Ce qui inquiète les parents qui viennent nous voir à nos bureaux de comté et qui sont désireux d'adopter des enfants, c'est le manque de volonté ou peut-être d'ouverture du gouvernement du Québec, qui tente de rendre ces procédures d'adoption internationale de plus en plus difficiles, de plus en plus compliquées.

Jusqu'en 1979, il n'y avait à peu près rien au Québec, aucune disposition législative ne réglementait ce secteur. En 1979, le législateur québécois a exigé certaines contraintes dans le but d'empêcher des événements malheureux ou peut-être la participation à un certain marché noir dans certains cas.

La mesure s'est avérée assez efficace et il n'y a eu, à la connaissance du public, qu'un cas où quatre dames du Québec ont vécu une aventure malheureuse au Guatemala, mais cela a quand même permis l'an passé à 160 enfants issus d'autres pays de venir s'installer dans des foyers québécois.

Lorsque les parents décident d'adopter un enfant par le système de l'adoption internationale, ils ont à se faire évaluer par le ministère des Affaires sociales, qui procède à une évaluation de foyer, comme on dit, où, à partir de questionnaires, à partir d'une enquête sommaire, on détermine si le couple est dans une position économique, sociale et psychologique qui le rend apte à adopter un enfant.

Il y a quatre organismes sans but lucratif qui sont présentement impliqués dans ce système d'adoption internationale. Ces quatre organismes sont: Terre des hommes; Accueillons un enfant; Famille pour enfant et

Soleil des nations.

Les gens qui désirent adopter un enfant trouvent que le secteur est suffisamment réglementé, que c'est déjà suffisamment difficile à travers l'adoption internationale. S'il n'y a eu que 160 enfants qui ont pu venir au Québec l'an passé, c'est peut-être parce qu'il y a déjà dans le secteur un manque de ressources au ministère des Affaires sociales. Ce que nous propose le ministre dans sa loi, c'est de resserrer ces critères et de rendre cette adoption impossible sans passer par le gouvernement du Québec. Les parents sont un peu inquiets et c'est ces inquiétudes qu'en leur nom je vous soumetts aujourd'hui.

Ces parents considèrent que s'il y a des enfants, dans les pays en voie de développement, qui n'ont aucune ressource et n'ont même pas droit à la vie, à cause du climat qui règne là-bas, et si les parents qui sont ici désirent avoir un enfant, qu'ils puissent le faire. Ils ne s'opposent pas à une simple évaluation de la part des fonctionnaires du ministère des Affaires sociales, mais ils ne veulent pas non plus qu'à cause d'une loi trop restrictive, qu'à cause de mesures coercitives ils se retrouvent avec des délais et des tracas comme c'est le cas de ceux qui veulent adopter un enfant au Québec présentement.

Pour un couple qui veut adopter un enfant aujourd'hui, qui est dans la vingtaine ou au début de la trentaine, le délai qu'il doit subir est de sept ans. Il ne sera peut-être pas, probablement pas, vous pouvez l'imaginer et vous en conviendrez, dans les mêmes dispositions dans sept ans. Ce qu'on vous demande, avec ce projet de loi et les amendements que vous proposez, c'est de ne pas rendre cette adoption plus difficile, plus coercitive, plus étatique, plus bureaucratisée en n'accordant pas les ressources humaines et financières au ministère pour accélérer ces dossiers.

Lorsque ces parents sont venus me voir à mon bureau de comté, comme ils l'ont fait dans les bureaux de comté de mes collègues - je suis certain, M. le ministre, que vous avez déjà eu à en recevoir également à votre bureau de comté - je les ai assuré que du côté de l'Opposition libérale on était pour faire le message au gouvernement. Ces dispositions sont un peu noyées dans un projet de loi dont ce n'est peut-être pas le but essentiel, mais ce sont quand même des dispositions importantes. Au nom des 15 000 Québécois qui attendent présentement pour adopter un enfant, je vous demande de vous assurer que la réglementation contenue dans la loi que vous proposez n'étirera pas le délai en imposant des restrictions abusives.

Si vous deviez opter, M. le ministre, pour plus de bureaucratie dans ce domaine, pour plus de paperasserie, pour plus de complications, je vous demande de mettre à

la disposition de ces parents, comme service de l'État québécois, les budgets nécessaires pour accélérer les choses, pour que ces parents n'aient pas à attendre sept ans, comme le font les parents qui veulent adopter un enfant québécois. Je sais que sur ce plan vous êtes ouvert. C'est difficile à discuter parce que c'est émotionnel. Je vous demande de prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas que vous soyez responsable, à l'avenir, de l'augmentation de ces délais. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le ministre des Affaires sociales.

**M. Pierre-Marc Johnson**

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, je me permettrai d'intervenir très brièvement sur ce projet de loi puisque le député me donne l'occasion de le faire. Il souligne un problème qui est vécu de façon très réelle par de nombreux parents. Vous me permettez de situer le contexte général dans lequel cela se produit. Il y a au Québec, depuis la fin des années soixante, depuis une démarche qui a consisté à encourager massivement l'adoption des enfants qui étaient dans ce qu'on appelait à l'époque les crèches, une nouvelle attitude, qui s'est développée très heureusement dans notre société, de recherche par des familles, par des foyers, devrais-je dire, où il n'y a pas d'enfant, et dans certains cas par des foyers où il y a des enfants, d'adoption d'enfant.

(16 h 10)

Avec le temps et avec l'évolution démographique, nous en sommes arrivés à une situation où la demande des parents pour adopter des enfants est telle que le nombre d'enfants que, comme société, nous produisons, le nombre d'enfants qui viennent au monde et qui seraient ou abandonnés, ou simplement, pour une raison ou pour une autre, esseulés et dont l'État a la responsabilité de voir à leur procurer un foyer, est nettement inférieur à ces espoirs des parents. D'où le développement également, depuis un certain nombre d'années, de cet effort d'adoption au niveau international qui, je pense, recèle au départ une générosité, une expression de solidarité, une ouverture d'esprit qui ne peuvent que profiter à la société québécoise sous tous ses aspects. En cours de route, les lois ont été amendées et surtout des procédures administratives ont été mises en place pour empêcher certains abus, certains dangers, notamment empêcher que des enfants puissent être littéralement abdiés dans certains pays, compte tenu de l'absence de contrôle.

Il ne s'agit pas pour les parents

québécois d'être dans une situation où ils adopteraient des enfants qui ne sont pas adoptables en vertu des lois des pays d'où ces enfants nous viennent. Donc, il faut empêcher carrément, disons-le, le trafic d'enfants, qui n'est évidemment pas souhaitable, non seulement sur le plan des relations entre les États, mais également au nom de certains principes, d'attitudes humaines élémentaires.

Deuxième danger qu'il fallait éviter, c'était celui que des personnes à la recherche d'un enfant à adopter soient dans une situation telle qu'elles soient entre les mains d'intermédiaires dont on n'aurait pas la garantie qu'ils agissent par définition pour le plus grand bien de l'enfant ou de la famille qui veut accueillir cet enfant, dans un contexte où ces activités peuvent avoir des dimensions lucratives qui ne sont pas intrinsèquement à rejeter, mais dont la dimension lucrative, parfois, peut prendre le dessus et carrément placer des familles, sans compter parfois la mère de l'enfant dans le pays d'où il vient, dans une situation où il s'agit d'une forme de commerce ou de troc. Je ne dis pas que tous ceux qui participent comme intermédiaires à ces efforts sont tels, mais je dis que c'est le genre de danger auquel on s'expose.

Troisièmement, il faut aussi que la société s'assure - et là y aurait-il besoin de souplesse? sans doute - que les personnes qui veulent adopter un enfant soient effectivement des personnes qui sont susceptibles de procurer à cet enfant un milieu sain, un milieu adéquat. Je pense qu'on peut présumer au départ que l'immense majorité des couples qui postulent pour adopter un enfant, que ce soit ici au Québec ou dans le contexte de ce qu'on appelle l'adoption internationale, sont des personnes qui, au départ, sont aptes à les recevoir. Il y a quand même dans certains cas un minimum de vérification à faire pour empêcher que ne se produisent des situations qui ont déjà eu lieu il y a une quinzaine d'années. Donc, il fallait, à l'égard de l'adoption internationale, qui s'est développée de façon assez rapide au Québec depuis une quinzaine d'années, une série de mesures visant à empêcher ces trois dangers que j'ai évoqués. C'est ce qu'a fait le ministère des Affaires sociales au cours des années.

Je dirai que s'il y a des problèmes, et nous les reconnaissons - je pense que plusieurs d'entre nous avons eu connaissance de ces dossiers, avons été sensibilisés, que ce soit tantôt par des journaux, par des mémoires, par des parents qui viennent nous visiter dans nos bureaux de comté - s'il y a, il est vrai, une certaine lourdeur à ces procédures, reliée à la quantité énorme de demandes et au peu d'offres, il est également vrai cependant que ce n'est pas intrinsèquement dans les dispositions

déoulant des amendements présentés par le ministre de la Justice qu'il faut voir ces problèmes.

Je dirai en concluant que s'il y a des mesures à prendre, c'est surtout sur le plan administratif, sur le plan des directives, sur le plan de l'attitude et, comment dirais-je, de l'encadrement de l'activité des différents professionnels qui ont à intervenir dans ce processus. S'il y a notamment des améliorations à apporter, ces améliorations impliquent aussi une collaboration avec le ministère des Affaires intergouvernementales et celui de l'Immigration dans d'autres cas. En ce sens, je peux assurer le député et les autres membres de l'Assemblée qui sont préoccupés par le sujet de notre volonté de faire déboucher par certaines mesures administratives dans les mois qui viennent et de faciliter ces adoptions là où ce sera possible par définition. N'oublions pas et ne perdons pas de vue que, quand on parle d'adoption internationale, on parle de relations complexes entre les États, on parle de droit comparé. On parle de protection à la fois aux yeux du pays qui permet qu'on aille lui chercher des enfants comme des lois du Québec elles-mêmes, et ces choses ne sont jamais absolument simples. Je dirai cependant que je suis convaincu - je veux en assurer le député et tous mes collègues qui se préoccupent de cette question - que nous ferons l'impossible dans les mois qui viennent pour faciliter les choses, dans la mesure où des enfants sont disponibles et accueillables dans certains pays et où des familles d'ici sont disponibles et accueillantes pour les recevoir, pour tout mettre en oeuvre ce qui peut permettre finalement ce qui est fondamentalement l'éclosion du bonheur d'un couple avec un enfant et du bonheur d'un enfant avec ses parents adoptifs. En ce sens, nous aurons l'occasion, possiblement à l'étude des crédits ou dans d'autres occasions qui s'y prêteront très bientôt, de reparler de l'ensemble des mesures que le ministère envisage dans ce secteur.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Sainte-Anne.

#### **M. Maximilien Polak**

**M. Polak:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord parler sur l'amendement proposé par le député de D'Arcy McGee et peut-être que le ministre pourrait bénéficier de mon expérience sur le plan pratique, ayant pratiqué le droit sur le divorce et la séparation depuis au-delà de 20 ans devant les tribunaux de la province de Québec. Quand on regarde l'article du projet de loi suggéré par le ministre, on dit que, désormais, les procédures en matière familiale se tiendront à huis clos. Donc, ce sera la règle comme cela a été bien expliqué

par le député de D'Arcy McGee. Notre députation réalise évidemment l'avantage d'avoir le huis clos, parce qu'il n'y a aucun doute que des procédures de cette nature causent très souvent des problèmes au plan émotif et psychologique. Je me rappelle très bien, par exemple, qu'à Montréal, en cour de divorce, il y a 15 ou 20 causes qui sont entendues dans une demi-journée. Cela commence à 9 h 30 jusqu'à 12 h 30. Avec tout le respect que je dois aux tribunaux et à nos juges, qui sont de haute compétence, cela crée tout de même souvent une atmosphère de marché. Les gens viennent là avec leurs parents et leurs amis pour écouter cela et ce n'est pas toujours drôle d'être obligé de témoigner en public et de laver son linge sale en public. Il n'y a pas de doute qu'il y a un facteur de traumatisme très important. Nous sommes en faveur de réclamer, pour ceux qui veulent le demander au tribunal, que ce droit de procéder à huis clos soit accordé. Mais ce n'est pas ce que le projet de loi nous suggère. Le projet de loi dit tout simplement: Il n'y a pas de choix. On aura maintenant, forcément, des procès de cette nature. D'ailleurs, on dit: Des procédures en matière familiale. On ne dit pas: En séparation et en divorce. On dit "en matière familiale". Cela touche tout, parce qu'en matière familiale, cela veut, par exemple, dire le règlement d'une dispute concernant le régime matrimonial, si les gens se sont mariés en communauté de biens, en séparation de biens. Il y a des procès de temps en temps sur l'aspect international d'un couple qui est marié ailleurs et qui est venu s'établir au Québec. Il n'y a aucun problème du tout de faire entendre des causes de cette nature qui, vraiment, ne couvrent que l'aspect des relations financières de la partie. Il n'y a aucune raison d'entendre une telle cause à huis clos. Il n'y a pas du tout d'éléments de traumatisme là-dedans. Les deux parties viennent devant le tribunal. Elles sont représentées par des procureurs et il s'agit très souvent de causes où une jurisprudence est établie. Donc, c'est la première objection qu'on a, lorsqu'on parle dans le projet de loi de procédures en matière familiale, ce qui couvre tout le champ.

(16 h 20)

Le danger, M. le Président, c'est que, avec tout le respect que je dois à nos tribunaux et à nos juges - et je dis qu'ils sont de très haute compétence - tout de même, il faut réaliser qu'un juge est un être humain aussi. Il y a, tout de même, un avantage à ce que le procès ait lieu par le biais d'une audience publique, car il y a un certain contrôle: le juge est là, les gens sont là dans la salle qui écoutent les témoins, qui voient la réaction du juge et celle des avocats. Quand on dit que, désormais, ce sera tenu forcément à huis clos, cela veut

dire qu'il n'y aura plus cet élément de contrôle psychologique qui est tout de même important, parce que même les juges sont des êtres humains. Il y en a qui sont un peu plus secs, un peu plus durs vis-à-vis des avocats que d'autres. Il y en a qui sont plus tolérants que d'autres. On va perdre cet élément d'un certain contrôle psychologique qui est très important et qui contribue vraiment à une justice impartiale à tout point de vue.

Ce que le député de D'Arcy McGee a suggéré dans son amendement, je trouve que c'est éminemment juste. Je suis un peu déçu que le ministre n'ait pas accepté, quand on était devant la commission, cet amendement. Nous disons ceci: Ceux qui veulent avoir une audience publique peuvent procéder par audience publique. Cela arrive tout de même. J'ai déjà représenté des couples qui sont venus devant la Cour supérieure en matière de divorce ou de séparation et qui ont dit: On veut procéder. Je veux que mon histoire soit écoutée par mon oncle ici, mon père. L'autre partie est là avec une tante, une soeur ou un frère. On dit: Il faut que ce soit dit; il faut que les faits soient révélés. Même si c'est un pourcentage exceptionnel, pour ces gens qui veulent avoir cette opportunité, l'amendement en donne la possibilité, tandis que le texte du ministre refuse carrément cette possibilité.

C'est vrai que, dans le texte du projet de loi, il a été dit: "À moins que le juge l'estime utile dans l'intérêt de la justice." Je me rappelle avoir demandé au ministre de me donner un exemple où ce sera dans l'intérêt de la justice et où le juge dira: Là, dans votre cas, je décide que vous devez procéder par audience publique, surtout quand la règle est établie qu'à partir de maintenant on va procéder à huis clos. Donc, le juge, c'est automatique, va dire: Pour ordonner une audience publique, cela doit être un cas très exceptionnel. Je n'étais pas capable de concevoir de cas. En effet, où l'intérêt de la justice se trouve-t-il? À part cela, c'est totalement discrétionnaire au juge de décider; il va simplement réagir comme suit, en disant: La règle est établie maintenant, cette audience est à huis clos. Pour moi, c'est devenu tellement exceptionnel que je ne pense pas qu'il va accorder beaucoup de ces demandes.

Évidemment, dans l'amendement, il n'y a aucune problème, parce que l'amendement donne d'abord la possibilité aux citoyens qui le veulent, de leur propre chef et en toute liberté, de procéder par audience publique. La deuxième catégorie - on a prévu cela - si l'une des parties demande au tribunal de procéder à huis clos, ce sera accordé automatiquement. Cela couvre toutes les objections qui existaient. Ensuite, le troisième cas, c'est que le juge aura encore le droit d'ordonner une audience publique.



Je pense que le ministre, malgré toutes ses bonnes intentions - parce qu'on a tout de même compris et on est en faveur du principe de changer le système actuel - est allé trop loin; il a fait le cercle complet. Très souvent, on voit cela dans les lois qui nous sont présentées ici; on fait un virage complet et, au lieu d'être un peu plus lent, de penser un peu plus à l'intérêt de tout le monde, on va jusqu'au bout de la ligne. Je le dis comme avocat pratiquant et je le dis aussi comme membre du barreau. En effet, n'oublions pas que le barreau de la province de Québec avait un comité d'avocats de la pratique privée qui ont donné leurs commentaires sur ce point de vue, d'ailleurs sur tout le projet, et qui ont émis énormément de réserves et d'objections.

M. le Président, je ne veux pas continuer avec cet argument du huis clos, parce qu'il a déjà été commenté par d'autres, mais je voudrais tout de même dire quelque chose sur cette affaire de l'adoption internationale. Je viens d'écouter le ministre des Affaires sociales qui, avec sa courtoisie habituelle, nous a expliqué qu'il n'y avait pas de problème, que ce sera très doux, très beau. Pour adopter un enfant de l'extérieur, il n'y a aucun problème. Je n'ai pas tellement confiance dans sa douce parole; je lis plutôt le texte de loi et c'est cela qu'il faut suivre. Le texte de loi nous dit ce qui suit: "Que l'adoption ait lieu au Québec ou ailleurs, l'adoptant domicilié au Québec ne peut adopter un enfant domicilié hors du Québec que par l'intermédiaire du ministre des Affaires sociales..." Donc, c'est carrément un changement. Il n'y a plus de ces adoptions internationales privées, on ne peut plus le faire. Le législateur intervient et nous dit: Voici, si vous voulez adopter un enfant domicilié hors du Québec, désormais, ça ne peut se faire que par l'intermédiaire du ministre des Affaires sociales, du directeur ou de tout gouvernement, ministère ou organisme agissant conformément à un accord visé à l'article précédent. Ensuite, la demande de l'adoptant doit également avoir fait l'objet d'un examen par le directeur. Encore une intervention dans les relations privées des gens.

M. le Président, je sais que vous suivez très attentivement ce qui se passe dans la presse quotidienne; vous avez sans doute lu le même article que moi, qui s'intitule "L'adoption internationale". C'est un article écrit par un avocat, Me Raymond Nepveu, qui analyse ce changement, ce texte, et qui indique le grand danger qui existe. J'ai vu qu'il avait transmis un mémoire au ministre de la Justice, mais, malheureusement, je pense qu'il n'en a pas envoyé de copie à l'Opposition. Si on l'avait eu au moment où on a étudié ce projet de loi devant la commission parlementaire, on aurait pu en discuter plus en détail. Mais ce qu'il dit est

tout de même intéressant parce qu'il y a des suggestions assez positives et la critique est assez sérieuse.

Il dit: "Il y aurait au Québec, à l'heure actuelle, environ 15 000 couples désireux de procéder à l'adoption d'un ou de plusieurs enfants." Il explique les changements de politique du gouvernement et il dit: "Il est assez difficile de connaître les politiques et les objectifs du gouvernement québécois en matière d'adoption internationale." Il continue: "L'expérience des dernières années démontre clairement..." C'est un avocat qui parle par expérience, il a travaillé dans le domaine. Je termine, M. le Président, vous me faites signe et, évidemment, je respecte votre décision. "L'expérience des dernières années démontre clairement la totale inefficacité des structures mises sur pied par le ministère des Affaires sociales et certaine incohérence qui mérite qu'on s'y attarde quelque peu." C'est ça que je voulais dire quand j'ai dit: Encore une intervention dans la vie privée.

C'est bien beau d'avoir un ministre qui prononce de belles paroles; entre-temps, les gens doivent attendre des années et doivent postuler encore à une autre instance gouvernementale pour passer encore devant des inspecteurs, des fonctionnaires pour en arriver à quoi? À donner une chance à un enfant qu'on ne vole pas à un autre pays, du tout, donner une chance à un couple qui ne veut qu'avoir un enfant adopté internationalement, rendre cet enfant heureux et, par le fait même, rendre une famille québécoise encore plus heureuse. Je pense que le ministre doit prendre note de cette objection très sérieuse et peut-être amender, plus tard, la loi dans ce sens. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Chauveau.

#### **M. Raymond Brouillet**

**M. Brouillet:** M. le Président, j'interviendrai brièvement dans ce débat portant sur la proposition d'amendement de l'Opposition, amendement au projet de loi no 18, Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile. L'amendement de l'Opposition porte sur l'article 2 du projet de loi no 18. Dans cet article, il est question du caractère soit privé, soit public des procès en matière familiale. Voyons brièvement la situation. Nous avons affaire à un couple qui connaît dans sa vie privée, sa vie intime, des problèmes personnels. Il décide d'un commun accord ou de la part d'une seule des parties de trouver une solution à ses problèmes, soit de mettre fin à la vie commune et, pour ce faire, d'avoir recours à un tribunal pour décider de la

séparation ou du divorce.

Le problème qui se pose consiste à savoir si ce procès auquel on retrouve deux êtres, deux personnes qui tâchent de trouver une solution à leurs problèmes personnels de vie commune va se tenir au su et au vu du public ou s'il aura un caractère privé, s'il sera tenu à huis clos. Ce sont les termes du problème auquel le projet de loi que nous avons devant nous, dans son article 2, tente de répondre, tente d'apporter une solution. (16 h 30)

Voici la position du gouvernement. Je vais me contenter de lire brièvement cette partie de l'article qui répond précisément au problème posé. "Les audiences se tiennent à huis clos lorsqu'elles concernent des procédures en matière familiale, à moins que le tribunal n'ordonne une audience publique à la demande d'une personne, si le tribunal l'estime utile dans l'intérêt de la justice." L'amendement de l'Opposition se lit comme suit: "Les audiences concernant les procédures en matière familiale se tiennent à huis clos à la demande d'une des parties, à moins que le tribunal n'ordonne une audience publique, s'il l'estime utile dans l'intérêt de la justice, et, dans ce cas, le tribunal doit toutefois admettre tout journaliste qui en fait la demande." Voyons schématiquement les deux positions.

La position du gouvernement fait que la règle générale des procès en matière familiale, c'est le huis clos, le caractère privé. Comme exception, à la demande d'une personne, quelle qu'elle soit, si le juge considère qu'il y va de l'intérêt de la justice, le procès pourra se tenir d'une façon publique. La position de l'Opposition veut que la règle générale soit le caractère public de tels procès en matière familiale, et le huis clos, la règle d'exception si, seulement si, une des parties demande un procès public.

M. le Président, le principe fondamental qui a guidé le gouvernement dans sa position, c'est le suivant: d'assurer une justice de meilleure qualité, une justice non pas abstraite, mais une justice qui s'adresse, qui est faite pour des hommes, pour des femmes en chair et en os, une justice qui tienne compte des situations particulières dans lesquelles vivent les personnes pour lesquelles a à s'exercer la justice. C'est cela qui est la fin. C'est cela qui est le vrai principe, la qualité de la justice, et non pas le caractère soit privé, soit public.

L'Opposition veut faire du caractère public le principe fondamental, comme si c'était la valeur absolue dans le domaine de la justice. Le caractère public, nous devons l'analyser uniquement en fonction de cette valeur plus fondamentale qu'est la qualité de la justice. Dans le cas que nous avons à traiter, les procès en matière familiale, nous croyons que la qualité de la justice est mieux servie par le caractère privé des

procès que par le caractère public.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut aborder la question et non pas en partant, a priori, du principe qui fait du caractère public la valeur absolue. Le caractère soit privé, soit public des procès n'est qu'un moyen pour assurer la qualité de la justice. Il faut voir les circonstances dans lesquelles s'exerce cette justice pour déterminer si le caractère privé ou public va mieux servir les fins auxquelles la justice doit être rendue, le respect des droits des personnes.

M. le Président, examinons brièvement le cas qui nous concerne. Il s'agit de problèmes de vie conjugale, de vie familiale. Il s'agit donc de problèmes qui ne concernent que la vie privée, la vie intime des personnes, qui concernent ce qui se passe dans les relations intimes des couples, des familles. Ces personnes ont droit au respect de leur vie privée, au respect de leur vie intime. Elles ont droit à la protection de leur honneur et de leur réputation.

Étant donné la nature même de cette matière, de ces cas, nous sommes convaincus que le caractère privé du procès servira beaucoup mieux la qualité de la justice rendue à ces personnes. Nous éviterons ainsi les risques considérables de traumatisme, d'humiliation et de stress que pourraient subir ces personnes dans le cas du caractère public des procès.

Donc, pour nous, la règle générale, c'est le huis clos et la règle d'exception, c'est le caractère public dans les cas où, par exception, l'intérêt de la justice pourrait être mieux servi par le procès public.

Voyons maintenant la position de l'Opposition. Au nom de ce principe quasi absolu du caractère public des procès, l'Opposition voudrait maintenir le caractère public comme règle générale même dans les cas de matière familiale. L'argument principal employé par l'Opposition, c'est qu'elle voit dans le caractère public des procès le moyen d'assurer l'impartialité de la justice. À ceci, nous répondons que nous tenons absolument à l'impartialité de la justice. Il n'est pas question de vouloir troquer certains droits contre l'impartialité. D'ailleurs, c'est évident que l'impartialité est essentielle si nous voulons respecter les droits de toutes les parties en cause dans un procès. Nous tenons à l'impartialité, c'est évident, mais nous croyons que le caractère public n'assure pas en soi l'impartialité.

On semble vouloir tenir absolument au caractère public parce qu'on croit que c'est le seul moyen d'assurer l'impartialité et que, dès qu'il y a caractère public, il semble qu'on accepte qu'il y ait automatiquement impartialité. Cela ne va pas de soi de façon aussi simple que cela.

Le caractère public n'est pas le seul moyen d'assurer l'impartialité. Prenons le cas des procès en matière familiale qui se

dérouleraient dans un cadre privé tel que la position du gouvernement le permet ici. Cette impartialité serait assurée tout d'abord par la présence des deux procureurs des parties, qui seraient là pour prendre justement l'intérêt respectif de leurs clients, des personnes en présence. Il y a quand même la présence du juge qui est là, qui assiste à toutes les discussions et qui est en mesure d'en arriver à pouvoir discerner les raisons évoquées pour rendre un jugement juste. Il y a aussi la possibilité d'appel. Si une des parties juge qu'elle n'a pas été traitée avec équité, elle peut toujours aller en appel. Il y a aussi la possibilité pour une personne de demander la tenue d'un procès public si elle juge qu'il y va de l'intérêt public.

M. le Président, je m'aperçois que j'ai de la matière pour encore quinze minutes et vous me faites signe que mon temps achève. Je vais simplement dire que ce que nous avons senti dans l'argument de l'Opposition, c'est une contradiction que le député de Sainte-Anne a vraiment mise en évidence. On fait appel à l'intérêt de la justice pour maintenir le caractère public, pour faire du caractère public la règle générale et on dit en même temps qu'on ne voit aucun cas en matière familiale où il y va de l'intérêt de la justice que le procès soit public.

Pour notre part, nous disons: S'il n'y va à peu près jamais de l'intérêt de la justice que le procès soit public, faisons du caractère privé la règle générale et si, par hasard, il y a un cas où il y va de l'intérêt de la justice que le procès soit public, à ce moment-là le juge pourra, à la demande d'une des parties, décider que le procès soit public.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, pour assurer aux hommes et aux femmes qui déjà ont à vivre des moments pénibles dans leur vie, pour assurer le droit de ces personnes au respect de leur vie privée, de leur dignité, c'est avec conviction que j'appuie la position du gouvernement du Québec de faire du caractère privé la règle générale des procès en matière de droit matrimonial et familial.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le ministre de la Justice.

**M. Marc-André Bédard**

**M. Bédard:** M. le Président, je suis très heureux que nous ayons un débat sur l'opportunité d'établir comme règle générale soit l'audience publique ou encore le huis clos concernant le traitement judiciaire des affaires familiales. Ma position est très claire: je crois que les tribunaux, lorsqu'ils ont à traiter d'affaires familiales, où nous rencontrons des couples en difficulté, qui ont à régler des problèmes très personnels, où il

y a souvent également l'intérêt des enfants qui sont concernés, ma conviction est qu'une justice qui se veut humaine doit opter dans le sens de faire du huis clos la règle générale plutôt que d'aller dans le sens qui nous est proposé par les membres de l'Opposition que j'ai beaucoup de difficulté à comprendre sur ce sujet particulier.

Ce projet de loi s'inscrit clairement dans la philosophie qui découle de la loi 89, qui a été adoptée à l'unanimité de cette Assemblée nationale, et qui non seulement, on le sait, consacrait l'égalité juridique de l'homme et de la femme dans la direction morale et matérielle de la famille, mais qui consacrait également l'égalité des enfants et faisait disparaître, une fois pour toutes, la notion d'illégitimité avec toutes les injustices que cela représentait, ce projet de loi no 89, l'Opposition devrait se le rappeler, avait comme philosophie d'essayer de faciliter le règlement des conflits matrimoniaux en atténuant le caractère contradictoire des débats, en essayant de créer un climat plus serein, plus sécurisant au niveau de nos cours de justice, pour ceux qui ont affaire avec nos tribunaux et qui sont confrontés avec des problèmes qui leur sont très personnels. C'était également la philosophie du projet de loi no 89 qui voulait essayer d'éviter les traumatismes subis par les citoyens qui ont à vivre des événements qui sont extrêmement difficiles en termes de couple, en termes de famille.

Tous ces éléments et un élément qui me semble fondamental, à savoir le caractère privé de ce genre de conflit, doivent nous amener à établir comme règle générale le huis clos. J'ai écouté l'exposé théorique de M. le professeur et député de D'Arcy McGee. Je dis bien l'exposé théorique. Je ne dis pas qu'il n'a pas des arguments qui sont très sérieux, mais je dis qu'il nous a servi un ensemble d'arguments théoriques qui ne tiennent pas compte des problèmes auxquels sont confrontés les gens quand on parle de matière familiale, de matière matrimoniale. C'est un exposé théorique qui oublie qu'au-delà des principes fondamentaux dont il a fait état, il y a des gens qui vivent avec ces problèmes. Si la justice elle-même ne sait pas s'adapter à certains de ces principes fondamentaux, aux problèmes qui sont vécus par les citoyens, je ne crois pas que ce soit une justice qu'on peut qualifier de justice humaine, mais plutôt une justice théorique, dans la direction que voudrait m'amener le député de D'Arcy McGee, par l'amendement qui est proposé par l'Opposition.

Je crois, M. le Président, qu'une justice qui n'est pas capable d'évaluer en apportant des mesures, tout en respectant des grands principes qui peuvent tenir compte des problèmes qui sont vécus par les citoyens, c'est une justice grandement déficiente.

Dans le cas présent, le député de D'Arcy McGee, l'Opposition, devrait se rappeler que nous avons choisi d'amender le Code de procédure pour introduire cette règle générale du huis clos, parce qu'elle répond aux besoins manifestés par la population. Je voudrais rappeler à l'Opposition que l'Office de révision du Code civil, dans son rapport sur le tribunal de la famille, en 1975, recommandait que les audiences en matière familiale soient tenues à huis clos. Ce rapport, on se le rappelle, a fait l'objet d'une étude lors des commissions parlementaires sur la réforme du droit de la famille. De nombreux groupes d'intervenants sont venus alors se faire entendre. Or, aucun des intervenants ne s'est opposé à cette proposition qui était faite par l'Office de révision du Code civil. Nos amis de l'Opposition devraient se le rappeler. Le Code civil, on ne le fait pas simplement en analysant les grands principes. On doit le faire en pensant au monde qui est concerné au premier chef par l'ensemble de son contenu.

Je voudrais rappeler également à l'Opposition que le Conseil du statut de la femme qui représente beaucoup d'organismes au Québec, on le sait, a même manifesté, lors des audiences de la commission, son désir de voir cette règle générale du huis clos introduite dans notre Code de procédure civile lorsqu'il s'agit de matière familiale et cela, dans un but d'humanisation de la justice. Je voudrais rappeler aussi que le barreau, dans son rapport, et la Commission des services juridiques se sont déclarés favorables à l'introduction de cette règle générale qui était contenue dans le projet de loi. Il y avait certaines nuances. Le barreau a laissé entendre qu'il y avait certaines objections, certaines opinions qui allaient dans le sens contraire, mais je suis convaincu que lorsque nous établissons comme règle générale le huis clos en matière familiale, nous allons non seulement dans le sens des revendications des organismes que j'ai mentionnés tout à l'heure, mais nous allons dans une direction beaucoup plus humaine de l'administration de la justice.

(16 h 50)

Je crois également que la règle du huis clos reconnaît et protège le caractère intime des débats qui ont lieu lorsque des groupes ont des difficultés et également protège et assure mieux le respect de la vie privée des citoyens, parce que c'est de cela dont on parle, de ces citoyens qui ont des problèmes de ménage, des problèmes de famille, qui ne concernent en aucune façon les voisins, et qui ont droit, lorsqu'ils ont affaire à l'appareil judiciaire, que cet appareil judiciaire prenne toutes les précautions pour protéger le caractère intime des difficultés qu'ils ont à vivre, et non pas que cet appareil judiciaire en ajoute en établissant

comme règle générale les audiences publiques. On l'a mentionné tout à l'heure. Je crois, au contraire, que ce que j'ai proposé, à savoir la règle générale du huis clos avec la possibilité pour une personne de faire une demande d'audiences publiques, lorsque l'intérêt de la justice est concerné, protège beaucoup mieux, à mon sens, et concilie beaucoup mieux des principes fondamentaux comme celui des audiences publiques, en matière de justice, des procès publics, et un autre principe, qui est tout aussi important et qui est contenu dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, et qui oblige à faire tout ce qui est possible pour assurer le respect de la vie privée du citoyen, protéger son droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation. Je crois, M. le Président, avec tout le respect que j'ai pour l'argumentation qui a été véhiculée par l'Opposition, que notre position concilie beaucoup mieux ces grands principes du respect de la vie privée des gens et du principe des audiences publiques devant nos tribunaux.

Le député de D'Arcy McGee a fait état des amendements que nous étions obligés de faire à la charte en conséquence. Il devrait savoir que même si nous acceptons son amendement et même si nous acceptons l'amendement proposé par la charte des droits et libertés, il nous faudrait néanmoins faire des amendements à la charte. Le député de D'Arcy McGee me dit qu'il n'est pas sûr. On ne peut quand même pas faire de la législation avec des gens qui ne sont pas sûrs. Je vous dis que c'est ma conviction et si vous pensez que c'est le contraire, vous n'avez qu'à nous en faire simplement la démonstration, ce qui n'a pas été fait.

Le député de D'Arcy McGee, parlant entre autres de la Commission des droits de la personne du Québec, a indiqué qu'il y avait des délais plus longs maintenant, concernant les audiences ou encore les causes qui sont devant la Commission des droits de la personne du Québec, en comparaison avec 1976. Le député de D'Arcy McGee a simplement oublié de dire que c'était bien compréhensible sur certains aspects puisque, en 1976, la Commission des droits de la personne venait d'entrer en fonction. Cela se comprend très bien que le nombre de causes n'était pas très élevé, comme c'est très compréhensible qu'avec le temps, avec l'information qui a été donnée à l'ensemble de la population en ce qui a trait à la protection des droits et libertés, le nombre de causes ait augmenté. Le député de D'Arcy McGee, seulement sur ce point, sait très bien que j'ai indiqué en commission parlementaire que nous ferions toutes les pressions nécessaires pour obtenir les ressources humaines pour permettre à la

commission de faire face au travail qu'elle a devant elle, pour essayer de réduire les délais comme nous l'avons fait, d'ailleurs, dans l'année qui vient de se terminer, d'une façon très appréciable. Nous avons effectivement diminué les délais dans la plupart des cours du Québec, dans presque toutes les juridictions. Je ne dis pas qu'il ne reste pas de problèmes, mais il y a eu une amélioration très sensible. J'en ai fait la démonstration à l'Opposition lors de l'étude des crédits.

M. le Président, on a soulevé la question de l'obligation pour le tribunal d'admettre tout journaliste qui en fait la demande, dans l'amendement qui est proposé par le député de D'Arcy McGee. Tout d'abord, que ce soit pour les journalistes ou que ce soit pour l'ensemble des citoyens, gardons toujours présent à l'esprit que les causes dont on parle, c'est-à-dire les causes en matière familiale, sont de nature strictement privée. Il ne faudrait pas croire sans nuance les affirmations du député de D'Arcy McGee qui parle de procès secret, de risque d'avoir un tribunal partial. Le député de D'Arcy McGee fait abstraction de toutes les personnes qui sont présentes au niveau de l'appareil judiciaire, lorsqu'il y a un procès en matière familiale comme dans les autres matières.

Je voudrais rappeler qu'il ne faut pas oublier que les dossiers demeurent publics, qu'ils peuvent être consultés sur place par les journalistes, s'ils y sont intéressés. On n'est pas obligé de demander encore plus, c'est-à-dire imposer à des gens, à des hommes et des femmes qui ont des difficultés de famille, des difficultés de s'entendre comme couple, d'être, en plus de cela, entendus ou encore de les obliger à étaler l'ensemble de leurs difficultés devant le public. Je suis convaincu que c'est le genre de causes, le genre de problèmes vécus qui exigent beaucoup plus de compréhension de l'appareil judiciaire que n'en fait preuve l'Opposition avec l'amendement qu'elle a présenté. C'est pour cela que nous ne sommes pas d'accord avec cet amendement, parce que cela va à l'encontre de la philosophie même du droit familial qui a été adoptée à l'unanimité de cette Assemblée nationale.

Les dossiers demeurent publics, les jugements sont publics, il y a possibilité pour un journaliste, comme pour toute personne, de demander une audience publique, à condition qu'il soit capable d'établir que l'intérêt de la justice est concerné. À ce moment-là, on a toutes les précautions nécessaires, les sécurités nécessaires qui permettent l'information du public et également l'impartialité de nos tribunaux.

Concernant la publicité devant entourer l'administration de la justice, qui a été évoquée par le député de D'Arcy McGee,

nous croyons que les circonstances dans lesquelles la justice est rendue au Québec sont loin de faire de celle-ci une justice en catimini. On est bien loin de ce qu'évoquait le député de D'Arcy McGee, à savoir des procès secrets. Il ne faudrait quand même pas oublier que, même si nous décrétons la règle générale - c'est ce que nous ferons à la majorité de cette Chambre - du huis clos en ce qui a trait aux procès en matière familiale, lorsque les procès se tiennent, il n'y a pas seulement un juge tout seul qui fait le travail, il y a des procureurs, il y a des officiers de justice, tel le greffier, qui sont présents. Tout ce qui est dit, on le sait, l'ensemble des délibérations est enregistré d'une façon mécanique de telle façon que s'il peut y avoir un soupçon ou une crainte que la justice n'ait pas été rendue adéquatement, n'ait pas été rendue humainement par ceux qui ont la fonction de le faire, à ce moment-là, il y a tous les éléments nécessaires pour pouvoir agir. D'ailleurs, au cours du débat que nous avons eu sur ce projet de loi, on a beaucoup parlé de l'article 82 de la Loi sur la protection de la jeunesse qui permet à un journaliste de demander au tribunal l'autorisation d'assister aux délibérations. Comme on le sait, le tribunal doit l'admettre à la condition, cependant, que l'enfant ne subisse aucun préjudice.

(17 heures)

Dans cette loi que nous aurons à adopter, le contexte est différent. D'abord, en matière de délinquance, nous sommes dans le domaine du droit criminel. De plus, devant le Tribunal de la jeunesse, il n'y a aucune possibilité d'audiences publiques, c'est la règle du huis clos en tout temps; le seul assouplissement concerne la présence d'un journaliste aux conditions déterminées par la loi. Dans le sujet qui nous occupe, le huis clos est la règle générale et nous avons maintenu la possibilité d'audiences publiques. Nous avons même apporté, par souci de certaines craintes qui avaient été évoquées par le Conseil de presse au cours des travaux de la commission parlementaire, un amendement qui a pour effet d'augmenter les cas où des audiences publiques pourraient être ordonnées puisque cette demande pourra être formulée par un journaliste, s'il le juge à propos, mais il devra quand même donner des éléments, des raisons qui lui font croire que les audiences devraient être publiques.

M. le Président, pour toutes ces raisons, je crois - c'est ma conviction - que le huis clos doit être la règle générale et les audiences publiques l'exception quand on parle de matières familiales. La meilleure preuve en est que, durant le débat de plusieurs heures que nous avons eu en commission parlementaire, j'ai demandé à l'Opposition des exemples qui justifieraient des audiences publiques en matière familiale.

Je peux vous dire que les exemples ne sont pas très nombreux. On avait de la difficulté à trouver des cas où l'intérêt de la justice obligerait à des audiences publiques.

À partir de ce moment-là, si ces cas qui justifieraient des audiences publiques, sont si peu nombreux il me semble qu'il faut avoir la logique de légiférer dans le sens de nos constatations. C'est ce que nous faisons. Comme ces cas sont très peu nombreux, nous légiférons dans le sens d'établir comme règle générale le huis clos, en réalisant qu'il peut y avoir des exceptions qui justifient des audiences publiques et nous en tenons compte dans notre article de loi.

M. le Président, si je n'ai pas convaincu mes honorables collègues de l'Opposition, j'espère et c'est ma conviction que l'ensemble de la population - d'ailleurs, on en a eu une idée lorsque plusieurs groupes se sont fait entendre en commission parlementaire - l'ensemble des citoyens, la grande majorité des citoyens et citoyennes du Québec est convaincue que lorsqu'il s'agit de matière familiale, c'est-à-dire de procès où on règle des problèmes de nature strictement privée, il n'est pas nécessaire, pour avoir une justice humaine, que tout ce débat se fasse devant le public. Au contraire, je crois que la majorité de la population, contrairement à ce que pense l'Opposition, est d'avis que puisqu'il s'agit de gens qui ont des difficultés à s'entendre dans leur ménage, de gens qui ont des problèmes de famille, qui subissent déjà des traumatismes importants, une justice humaine doit aller dans le sens de ce que nous proposons et non pas dans celui qui est proposé par mes collègues de l'Opposition.

Pour essayer de me convaincre, j'ai vu que le député de D'Arcy McGee y est allé d'un autre argument, aujourd'hui, argument qu'il avait évoqué lors de nos débats, à savoir que cela pourrait créer certaines difficultés techniques dans les salles d'audience. Je trouve que c'est un argument qui n'est pas sérieux. Si on en est rendu à conditionner l'administration de la justice pour l'ensemble des citoyens qui ont à vivre des périodes difficiles, quand on parle de difficultés familiales, si on en est rendu à conditionner, dis-je, la manière dont l'appareil judiciaire traite ses problèmes, les entend, à conditionner tout cela à certaines difficultés techniques qu'on pourrait avoir un peu de misère à résoudre, ce ne serait pas, entre vous et moi, une justice très humaine. Au contraire, ce serait le genre de justice, le genre de direction dans laquelle veut nous amener l'Opposition et avec laquelle je suis en complet désaccord.

C'est pourquoi, justement, en ayant à l'esprit que dans les matières familiales, dans les conflits familiaux, il faut essayer de trouver ou de constituer le forum le plus propice pour que les problèmes se règlent,

dans ce sens-là, je ne crois pas que ce soient des audiences publiques qui facilitent le règlement des problèmes qui peuvent exister entre les couples. Je crois que le huis clos, qui enlève un peu de traumatisme aux gens, est de nature à faciliter beaucoup plus les échanges, à faciliter beaucoup plus la conciliation entre ces couples qui vivent des difficultés.

C'est dans ce sens-là et pour toutes ces raisons que je crois que nos amis de l'Opposition devraient changer d'idée et voter plutôt dans le sens de ce qui est contenu dans le projet de loi que j'ai présenté. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion d'amendement est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Une voix:** Rejeté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Rejeté?

**M. Bédard:** Rejeté.

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Rejeté?

**M. Marx:** Sur division.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Donc, rejeté sur division.

Est-ce que le rapport de la prise en considération de la commission permanente de la justice est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté.

M. le leader du gouvernement.

**M. Bertrand:** M. le Président, à ce moment-ci, jusqu'à 18 heures, nous pourrions reprendre le débat sur le projet de loi no 37, plus particulièrement sur la motion en discussion inscrite au nom du député de Gatineau, projet de loi sur lequel, je pense, le député de Marguerite-Bourgeoys avait demandé la parole. C'est l'article 2 du feuilleton.

#### **Projet de loi no 37**

#### **Reprise du débat sur la motion de report**

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Reprise du débat sur l'amendement de M. le député de Gatineau à la motion de M. le ministre des Affaires municipales, proposant

que le projet de loi no 37, Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive, soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

La parole était au député de Marguerite-Bourgeoys qui a cédé son droit...

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Il semble y avoir simplement un problème d'écriture quant à la prise en considération du rapport du projet de loi qui vient d'être discuté. Il semble que le rapport a été agréé sur division.

**Une voix:** Oui.

**M. Levesque (Bonaventure):** D'accord. Mais c'est à cause de la table, M. le Président. C'est important que ce soit dit.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Sur division, pour que ce soit bien compréhensible. Le rapport a été agréé sur division. Est-ce que c'est exact?

**M. Levesque (Bonaventure):** D'accord, M. le Président.  
(17 h 10)

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Maintenant, la parole était au député de Marguerite-Bourgeoys, comme je le disais, qui semble l'avoir cédée... Il ne l'a pas cédée?

**M. Bissonnet:** Il a terminé, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Il a terminé?

**M. Bissonnet:** Il avait terminé.

**M. Bertrand:** Je m'excuse, M. le Président, il lui restait une minute mais je pense que c'est une minute qui aurait mal été utilisée. Le temps de prendre son envol, le député de Marguerite-Bourgeoys n'aurait pas eu le temps de retomber. Je pense qu'il serait peut-être temps qu'on passe à un autre orateur.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... je suis bien prêt à coopérer, mais quant au commentaire, à l'interprétation de mon honorable ami d'en face, il s'occupera de faire cela pour ses propres députés, ses propres collègues. Quant à nous, nous maintenons notre droit à la dissidence, à notre propre interprétation des faits. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Hull.

**M. Gilles Rocheleau**

**M. Rocheleau:** Merci, M. le Président. Je dois dire, en premier lieu, que je suis déçu qu'on se serve du projet de loi no 37 pour bloquer certains trous, étant donné que le gouvernement ne semble pas avoir de projet de loi sérieux...

**M. Bissonnet:** C'est vrai.

**M. Rocheleau:** ... à présenter à cette Chambre. Il y avait eu certaines ententes, la semaine avant Pâques, à l'effet que les crédits des Affaires municipales soient reportés d'une semaine, étant donné que le congrès de l'Union des municipalités se tenait cette semaine, que le ministre devait s'y rendre, et que, comme responsable des affaires municipales, je devais y être aussi.

J'ai dû revenir, étant donné que, mardi soir, en mon absence, on avait déposé en deuxième lecture et plus particulièrement en motion de report, le projet de loi no 37. Le lendemain, mercredi, apparaissait le projet de loi no 46, soit le projet de la Communauté urbaine de Montréal pour lequel j'avais un intérêt particulier en tant que responsable des affaires municipales. Hier, à mon retour de Montréal à Québec, où j'ai été saluer les maires et les conseillers du Québec qui font partie de l'Union des municipalités, j'ai eu l'occasion de les rencontrer et ils se disent très inquiets de la tournure des événements, d'un gouvernement soi-disant social-démocrate qui avait promis, au cours des années 1974 et 1975, de ne jamais plus imposer de fusion forcée aux municipalités du Québec.

En 1982 ce gouvernement a trahi les promesses qu'il avait faites à ces municipalités qui, dans tous les coins du Québec, auraient pu connaître un jour ces formes de fusion forcée qui sont totalement rejetées aujourd'hui. On s'était entendu pour reporter l'étude des crédits en commission parlementaire. On aurait dû, du même coup, reporter les sujets d'intérêt municipal. Ce n'est pas parce que le pseudo parrain de la fusion forcée du projet de loi no 37 est ici, le ministre du comté de Saguenay.

**M. Bissonnet:** Le député.

**M. Rocheleau:** Par contre, le ministre des Affaires municipales, qui commence à être drôlement déçu de la tournure des événements, s'est faufilé hier soir à Montréal pour aller au congrès des municipalités où je devrais être en ce moment.

**M. Bissonnet:** Bon.

**M. Rocheleau:** M. le Président, la motion de report que l'Opposition a demandée aujourd'hui, et plus particulièrement mon collègue de Gatineau, a porté fruit. Nous avons gagné. C'est une victoire de 2 à 0 de la démocratie contre ce gouvernement qui trahit aujourd'hui les Québécois et les Québécoises. Nous avons gagné parce que en commission parlementaire, alors que nous écoutions les intervenants, les recommandations que faisait l'Opposition au gouvernement étaient, d'une part, d'impliquer la commission municipale dans le dossier du projet de loi no 37. On nous l'a totalement refusé. Deuxièmement, nous demandions qu'une étude soit faite, une étude qui permettrait aux citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive de connaître les coûts d'une fusion forcée. Je pense que les citoyens de Hauterive et de Baie-Comeau sont sensiblement et de beaucoup plus intelligents que leur député parce qu'ils veulent, avant d'accepter quelque chose, connaître les coûts.

Actuellement, la Commission municipale est impliquée au dossier. Actuellement, le comité conjoint, composé des municipalités de Hauterive et de Baie-Comeau, assisté de trois commissaires de la Commission municipale du Québec, est à compléter, à faire l'étude que nous demandions. Je me permettrai de lire une résolution en provenance, justement, du comité conjoint: Demande de report de l'étude en commission parlementaire du projet de loi no 37. Je m'explique. Les membres du comité conjoint demandent unanimement au gouvernement du Québec que l'étude en commission parlementaire du projet de loi no 37 soit reportée à une date ultérieure au dépôt du rapport dudit comité conjoint, qui devrait avoir lieu au cours de la semaine du 17 mai 1982. Si l'Opposition, actuellement, ne travaillait pas, justement, à refouler dans le temps le projet de loi no 37, on pourrait être en commission parlementaire demain matin. C'est rendu que la municipalité de Hauterive demande de reporter ce projet de loi parce que ses représentants s'aperçoivent qu'ils ont des problèmes.

En passant, les représentants de la ville de Baie-Comeau sont le gérant, M. Massicotte, que tout le monde connaît bien à Baie-Comeau pour sa compétence, Armand Brochu, jeune ingénieur d'une compétence qui fait sûrement l'honneur de la ville de Baie-Comeau et Sylva Lord, un des conseillers

municipaux de la ville de Baie-Comeau qui suit de très près le dossier. Les représentants de la ville de Hauterive sont: Jean-Guy Rousseau, le gérant, Renée Landry, la trésorière, et Serge Simard, conseiller municipal et beau-frère du ministre, M. Lessard; ils ont signé cette résolution demandant le report.

C'est pour cela que je dis que c'est une victoire pour l'Opposition. On comprend que le gouvernement se sente très mal à l'aise, actuellement, premièrement, d'avoir présenté un projet de loi semblable et, deuxièmement, d'avoir tenté de le passer à la sauvette. Après l'avoir déposé le 30 novembre, il voulait le passer pour le 1er décembre afin de faire la fusion forcée à compter du 1er janvier 1982. Cela prenait des gens totalement "capotés", absolument détraqués, totalement débalancés.

Je pense qu'il est important de souligner que quatre municipalités au Québec... C'est rendu qu'on tente de faire dévier les vrais problèmes. Je m'aperçois que dans l'Outaouais québécois, à Hull même, le vice-président national du Parti québécois que vous, du côté ministériel, connaissez sûrement, M. Sylvain Simard, vient de décrocher des nuages, hier, pour proposer une fusion entre Aylmer, Hull et Gatineau. Le bout est pris! Un nommé Bedwell, je pense, qui est le président régional du Parti québécois, a mentionné que cela avait sûrement du bon sens, mais qu'il faudrait faire une consultation populaire afin que les gens puissent se prononcer. Peut-on s'imaginer qu'à l'ère de la télévision les gens d'un coin à l'autre du Québec ne semblent plus se comprendre? C'est la contradiction, le manque de cohésion le plus total.

Je suis allé à Baie-Comeau et à Hauterive. J'ai ici une partie du dossier noir de Lucien Lessard, député du Saguenay et ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

**Une voix:** Un dossier noir.

(17 h 20)

**M. Rocheleau:** Un dossier noir. Pour le bénéfice de l'ensemble des Québécois et des Québécoises qui pourraient connaître éventuellement une difficulté semblable, parce que je sais que les gens de Hauterive et de Baie-Comeau m'écoutent en ce moment, et je comprends les gens de Hauterive. Je comprends leurs problèmes. Ils ont des problèmes financiers qui ont été créés en grande partie par le gouvernement. Je comprends aussi les gens de Baie-Comeau qui ont bien administré leur ville, qui se sont dotés d'équipements importants, qui ont des industries importantes, qui font toutes honneur au Québec; ils ne veulent pas supporter un fardeau additionnel et c'est compréhensible. Les gens de Hauterive sont prêts à se jeter dans n'importe quoi, tenant



compte d'à peu près n'importe quoi, oubliant que la démocratie doit primer partout pour tenter de régler leurs problèmes qui ont été causés par les gouvernements antérieurs, et je l'ai déjà dit, mais plus particulièrement par le gouvernement actuel parce que ce gouvernement, M. le Président, avait un député avec la responsabilité d'un ministère et dont on peut mettre en doute la compétence. Le 11 février dernier, il jurait que jamais le gouvernement n'imposerait une fusion forcée entre les municipalités de Baie-Comeau et de Hauterive. À peine un an et deux mois après cette déclaration, suivait l'élection provinciale du 13 avril et le ministre se fait le parrain d'un bill antidémocratique.

M. le Président, je me suis rendu à Baie-Comeau et à Hauterive parce que, de Québec, on s'aperçoit que les ministres... Le député du comté de Gatineau, aujourd'hui, parlait justement au ministre des Finances, M. Parizeau, des problèmes d'essence dans l'Outaouais, le député de Papineau en parlait aussi et, de Québec, on semble regarder partout pour voir s'il y a des problèmes. Quand ce n'est pas un problème du ministre des Finances, si c'est un problème des autres, on les laisse crever. Cela n'est pas grave.

M. le Président, je me suis rendu sur place. Je suis allé visiter le monde ordinaire...

**Une voix:** C'est ça.

**M. Rocheleau:** Je suis allé à la compagnie Reynolds, j'ai rencontré aussi le vice-président national, M. De Jong, qui est aussi directeur général de Reynolds. J'ai passé une trentaine de minutes avec lui. J'ai rencontré, pendant quelques heures, les travailleurs au travail qui se demandent: Que le diable m'emporte, qu'est-ce qui se passe à Baie-Comeau et Hauterive? Pourquoi ne veulent-ils pas nous donner les informations? Pourquoi veulent-ils nous imposer une affaire comme ça sans qu'on sache les résultats? Le ministre Léonard des Affaires municipales disait que c'était un paradis fiscal, Baie-Comeau. Bien oui, paradis fiscal, tant mieux pour ceux qui y sont. Une compagnie comme Reynolds qui se proposait d'investir 500 000 000 \$, qui allait créer 600 nouveaux emplois, qui a actuellement au-delà de 100 000 000 \$ sur les quais, se pose des questions sur les coûts additionnels que peut créer une fusion forcée. J'ai demandé, il y a quelque temps, au ministre, M. Duhaime, de l'Énergie et des Ressources, s'il avait rencontré, à la suite du télégramme que faisait parvenir la compagnie... Cela n'a pas l'air d'être important au Québec, c'est une multinationale. Ce sont des "faiseux" de piastres, des spéculateurs.

Mais le parti ministériel oublie une

chose. C'est ça qui crée des jobs à nos travailleurs et à nos travailleuses. Vous êtes allés chercher une compagnie française, Pechiney, et vous vous vantez... Elle n'est pas encore arrivée. Vous avez sur place la Reynolds, qui est prête à investir 500 000 000 \$, à créer 600 nouveaux emplois et vous ne lui parlez même pas parce que cela ne semble pas être important. C'est une multinationale. C'est ça qui arrive au Québec actuellement avec nos multinationales. C'est ça qui arrive avec nos industries. On n'est plus capable de les amener chez nous. On ne les empêche pas de sortir, mais on les empêche pratiquement de prendre de l'expansion aujourd'hui. Je suis allé visiter, de plus, la QNS, même problème chez le monde ordinaire. Comment se fait-il que notre gouvernement, parce que c'est leur gouvernement, ne nous consulte pas? Pourquoi ne veulent-ils pas qu'on ait un référendum pour qu'on puisse dire oui ou non? Pourquoi ne veulent-ils pas nous donner les vrais chiffres? Au mois de décembre, il y avait 700 000 \$ que le gouvernement mettait sur un semblant de plateau d'argent dans son projet de loi no 37. Au mois de février, il ajoute 1 300 000 \$. Comment se fait-il qu'il remette 1 300 000 \$? Qu'est-ce qui arrive? Y a-t-il des difficultés tant que ça? Là, on dit: On veut avoir un rapport tenant compte, justement, de ce que ça va coûter.

J'ai rencontré du même coup les maires des deux municipalités, parce que je peux encore me promener à Baie-Comeau et à Hauterive, mais il semble que le député du coin ne peut plus aller à Baie-Comeau, parce qu'il a peur. Tu sais, il a peur. C'est rendu malheureux de vivre cette tragédie et de ne pas vouloir comprendre que ses électeurs ne lui ont pas donné comme mandat de faire une fusion forcée, mais le ministre, actuellement, ne semble pas comprendre...

**M. Lessard:** M. le Président, est-ce que le député me permettrait une question?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Excusez-moi. M. le ministre demande au député de Hull s'il permet une question.

**M. Rocheleau:** M. le Président, je tiens à dire au ministre qu'il se tienne bien tranquille à sa place. Je parle actuellement...

**M. Lessard:** Êtes-vous prêt à déposer...

**M. Rocheleau:** ... aux gens de Baie-Comeau et de Hauterive et...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît! Je n'ai pas entendu la réponse du député de Hull. Il a le droit de refuser. Vous refusez? M. le député de Hull.

**M. Rocheleau:** Je considère, M. le Président, que le ministre et député du comté de Saguenay a déjà causé assez de problèmes comme c'est là. Je lui demanderais de m'écouter bien attentivement. Cela pourrait peut-être l'aider un peu à repenser les erreurs qu'il a faites et que j'impute au premier ministre du Québec, M. René Lévesque, parce que c'est lui qui est le grand patron de ce groupe ministériel, au ministre des Affaires municipales qui s'est laissé entraîner dans ce fossé et qui, aujourd'hui, s'est sauvé à Montréal pour ne pas en entendre parler une autre fois. Et ils s'amuse à ramener sur la table le projet de loi 37 quand ils n'ont plus rien à dire et plus rien à faire. Je pense, M. le Président, que c'est rire des Québécois et des Québécoises, parce que, quand on prend la démocratie pour l'utiliser quand cela fait son affaire, ce n'est plus correct. Il faudrait que le gouvernement commence à penser à changer un peu son orientation, parce qu'il prend un drôle de virage qui peut, M. le ministre... Cela peut vous arriver, ce qui est arrivé en Saskatchewan, plus tôt que vous ne le pensez. Et cela va arriver, à part cela!

M. le Président, j'ai visité ce qu'on peut appeler aujourd'hui un genre de petit scandale à Baie-Comeau. Oui, oui. Le gouvernement, le ministre décide de bâtir un hôpital à trois ou quatre portes de chez lui sur le plateau à Hauterive, et vous avez là un hôpital qui est fermé, inutilisé. J'ai hâte de savoir du gouvernement ce qu'il va faire avec cela et de quelle façon il va l'utiliser. C'est la même chose pour le centre récréatif de l'autre côté de la rue qui était utilisé comme dispensaire dans le temps. Ah, oui, M. le Président, je suis allé visiter ce bel hôpital sur le plateau, à quelques pas de la rue Pie-XII où habite le ministre, M. Lessard. J'aurais peut-être dû tenter d'aller le convaincre chez lui, mais, malheureusement, je n'ai pas vu sa voiture. J'ai continué, j'avais des choses plus importantes à faire, mais la seule utilisation ou le seul avantage de cet hôpital à cet endroit, c'est qu'il est près de la résidence du ministre et son transport va se faire rapidement à cet hôpital quand j'en aurai fini avec lui.

**Des voix:** Oh!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il plaît!

**Une voix:** Allez donc à l'hôpital, vous!

**M. Rocheleau:** M. le Président...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il plaît!

**M. Rocheleau:** ... il y a un autre petit

scandale qu'on a permis. Qui est complice? Le gouvernement du Québec. Il s'agit du parc de roulottes, M. le Président. On a permis de déplacer ce parc qui se situait près du centre commercial pour l'aménager à un autre endroit à un coût d'au-delà de 6 000 000 \$ pour 300 terrains, au-delà de 20 000 \$ par terrain, pour y placer des roulottes. Imaginez-vous, M. le Président, le genre d'administration que connaissent ces gens, avec la complicité du ministre et député de Saguenay qui, aujourd'hui, veut tenter de couvrir tout ce problème et foutre le nouveau problème entre les mains de l'agglomération de Baie-Comeau.  
(17 h 30)

M. le Président, quand nous aurons fini avec le projet de loi no 37, il sera totalement changé, d'une part, et, d'autre part, le gouvernement, à la suite de l'étude qui sera déposée, devra prendre ses responsabilités. Quand il aura dit aux gens de Baie-Comeau et de Hauterive qu'il prendra ses responsabilités, il devra consulter les gens.

**Une voix:** C'est cela.

**M. Rocheleau:** Quand je parle de consultation...

**Une voix:** Ah! mon Dieu! oui!

**M. Rocheleau:** On a dit, M. le Président, il faut que je vous le conte, que le ministre Léger, de l'Environnement, M. Morin, le vice-premier ministre, le ministre de l'Habitation, M. Tardif, M. Léonard, M. Lessard, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, tous ces gens-là ont dit: La démocratie doit primer au Québec. Après tout, il faut consulter les gens. Ils les ont consultés en 1980. Au mois de décembre dernier, le premier ministre, M. Lévesque, n'était pas content de son congrès et il ne partageait pas les opinions des résolutions qui émanaient du congrès. Il a fait son "renérendum" pour se faire confirmer chef et président de son parti, sous menace de démissionner. Actuellement, M. le Président, on refuse cela; on refuse aux gens cette démocratie, et le ministre Léger, de l'Environnement... Est-ce assez bon? Ce n'est pas un vieux journal, il est encore chaud, fraîchement imprimé, daté du 27 avril.

**Une voix:** Le 27, avant-hier!

**M. Rocheleau:** Pointe-aux-Trembles et Montréal! Là, on parle d'annexer, de fusionner, de regrouper Pointe-aux-Trembles et Montréal. Il dit: Les citoyens, on va "checker" l'affaire. Je vais vous dire ce que le ministre Léger pense.

**Une voix:** C'est épouvantable!

**M. Rocheleau:** "Quoi qu'il en soit, la véritable bataille est engagée entre les citoyens intéressés à la fusion et ceux qui s'y opposent de toutes leurs forces. Le député ministre de Lafontaine, Marcel Léger, est un de ceux qui s'y opposent. Il a toutefois précisé qu'il laisse à la population de Pointe-aux-Trembles le soin de se prononcer librement."

**Une voix:** Bon!

**Une voix:** Qu'est-ce qui arrive?

**M. Rocheleau:** Ils ne sont pas loin, ils sont à la même Assemblée nationale. L'un accepte de consulter les gens dans son comté, parce que je pense qu'il pense encore un peu à la démocratie, mais étant attaché par le lien de la solidarité, je ne sais pas ce qu'il va faire au sujet du projet de loi no 37. Cela n'a plus de bon sens, M. le ministre des Richesses naturelles ou M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, d'être en contradiction totale et continuellement d'un coin à l'autre du Québec! De quelle façon le ministre Léger va-t-il pouvoir voter alors que, chez lui, dans son propre comté, il dit que les gens devront se prononcer librement? Quelle sorte de démocratie nous reste-t-il au Québec? Nous avons à nous poser ces questions. C'est comme pour le référendum. On dit que cela fait vingt ans que cela traîne à Baie-Comeau et Hauterive. Le référendum du 20 mai 1980, les Québécois et Québécoises se sont prononcés contre, mais, là, c'est comme si le gouvernement, en 1982, décidait que pour le mieux-être de la collectivité québécoise, pour les Québécois et les Québécoises, on va décréter l'indépendance unilatéralement, parce qu'on a déjà consulté et que les gens ont dit non. Aujourd'hui, c'est pour leur bien. Alors, on va décréter l'indépendance. C'est un peu cela avec Baie-Comeau et Hauterive. C'est pour leur bien qu'on va faire une fusion forcée. On n'a pas besoin de les consulter, parce qu'on a peur de leur réponse. Si on n'a pas peur de la réponse que les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive vont donner, qu'on leur fasse donc confiance.

M. le Président, cela n'a pratiquement pas de bon sens d'en être rendu à perdre le temps et l'argent des citoyens et citoyennes du Québec à débattre des projets de loi aussi illogiques, que ceux qu'on trouve sur nos tables, entre autres, le projet de loi 37, alors qu'on aurait à parler d'économie, à créer des jobs au Québec pour les Québécois et les Québécoises.

Le gouvernement - je les mets tous dedans - en partant du premier ministre du Québec, qui cherche toujours à se trouver un responsable pour que son image soit toujours au-dessus de cela. C'est la faute du premier

ministre du Québec qui laisse ses ministres faire des choses semblables. Quand il y en a un qui perd la boule, il faut qu'on arrête cela. Quand il y en a deux qui perdent la boule, il faut vérifier cela d'un peu plus près, mais quand l'ensemble est en train de perdre la boule, ça commence à être dangereux.

Ce projet de loi, le projet de loi no 37, vous devez comprendre, vous les gens du côté ministériel, que nous, de l'Opposition, avons une politique. Pourquoi? Parce qu'on se souvient du passé. On se souvient de ce qu'ont produit des fusions forcées, des regroupements comme celui de Buckingham, alors que ce même gouvernement a "dégroulé" Buckingham. Le député de Charlesbourg a vécu ça dans son coin. Le député de Gaspé a, dans son comté, la municipalité la plus longue au Québec. Cela n'avait pas de sens de faire cela. Ce gouvernement est en train de répéter les erreurs qu'on aurait pensé qu'il ne répéterait jamais. Mais non, il recommence. Ce gouvernement, durant son premier terme, semblait représenter la totale social-démocratie. Il fallait toujours consulter les gens à la base. Il fallait toujours tenir compte de l'opinion publique et dire: Ce sont les gens qui nous disent quoi faire.

En 1981, le 13 avril, ce gouvernement est réélu. Au lieu de mettre ses promesses à exécution, il a adopté des projets de loi pour augmenter les taxes. La ville de Baie-Comeau s'arrange relativement bien, mais il veut la surtaxer à cause de certaines irresponsabilités dans la ville voisine. Je demande aux gens de Baie-Comeau, aux libéraux comme aux péquistes... Il y a des libéraux qui nous écrivent et qui nous disent que, malheureusement, aujourd'hui, ils accepteraient de n'importe quelle façon cette fusion. On dit: Wo! la démocratie est bien plus importante. Le Parti libéral du Québec n'est pas contre une fusion, mais il y a des façons de la faire.

Les façons, on commence à les voir. La Commission municipale est impliquée, on l'avait demandé. Un rapport a été demandé, une étude avec un plan quinquennal pour démontrer ce que ça allait coûter, on est en train de le faire. Le rapport sera déposé après le 17 mai. Nous avons fait comprendre au gouvernement que, par nos efforts, nos initiatives, nos rencontres avec les citoyens, c'est ça qu'il devait faire. J'espère que le gouvernement aura la décence de comprendre - la motion de report se termine aujourd'hui - qu'on peut revenir en deuxième lecture pour 700 minutes. Presque tous les députés de ce côté-ci peuvent parler parce que nous voulons parler de démocratie; vous, ça vous fait mal, dans le contexte actuel, de parler de démocratie parce que c'est un projet de loi antidémocratique.

J'étais avec l'Union des municipalités,

au cours des derniers jours, et cette dernière refuse la fusion forcée au Québec, alors que le ministre Léonard nous dit qu'il est en bons termes avec elle. Il s'est fait sonner un peu, mardi soir, à l'Union des municipalités. Si vous continuez ainsi, du côté ministériel, vous allez vous faire sonner encore assez souvent.

En terminant, j'ose espérer que, à cause des contradictions, de l'incohérence que nous retrouvons actuellement du côté du Parti québécois, particulièrement du côté du gouvernement, il fera un examen de conscience. Pour le peu de temps qu'il vous reste à administrer le Québec, pensez donc à ne pas rendre les Québécois et les Québécoises victimes de votre incompétence. Je vous demande d'être sérieux, M. le ministre. Vous qui semblez contrôler votre "boss", vous qui semblez contrôler le ministre des Affaires municipales, vous qui semblez être si fort au Saguenay, dans votre comté, allez faire un tour à la Reynolds, allez faire un tour à la QNS, allez rencontrer les comités de citoyens, allez voir les malades à l'hôpital, allez visiter les foyers pour personnes âgées, demandez-leur ce qu'ils en pensent. Allez les consulter, vous êtes payé grassement, allez donc voir votre monde. Vous n'alliez plus vous promener sur vos pentes de ski cet hiver de peur de frapper une souche quelque part. Allez donc consulter votre monde. J'y suis allé. Je vais vous tenir par la main et s'il y en a un qui veut vous faire mal, je vais vous protéger. Mais venez les écouter, M. le ministre, avec moi. Faites cela pour moi et pour votre monde. Je vais aller me présenter dans votre comté, si vous voulez.  
(17 h 40)

**Une voix: ...**

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! Veuillez conclure, votre temps est écoulé.

**M. Rocheleau:** Je vous remercie, M. le Président, d'avoir été indulgent à mon égard et j'ose souhaiter que le gouvernement, étant donné que nous avons gagné des points qu'on avait à gagner, va réviser sa position et tenir compte des gens de Baie-Comeau et de Hauterive pour leur mieux-être. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Papineau.

**M. Mark Assad**

**M. Assad:** M. le Président, concernant cette motion de report, je crois qu'il est complètement normal de féliciter notre collègue, le député de Hull, non seulement d'avoir été sur les lieux, mais d'avoir rencontré toutes les personnes concernées par

ce conflit. Je peux vous dire qu'aux réunions, le député de Hull a pris le temps, beaucoup de temps pour nous démontrer comment cette fusion forcée va à l'encontre des aspirations des gens de cette région de Baie-Comeau et de Hauterive. Je crois que le député de Hull a bien rempli son mandat et, aujourd'hui, on a vu comment il possède en profondeur toutes les données sur cette question.

Évidemment, le ministre en face va nous faire la morale, mais je me rappelle très bien, M. le ministre, le regroupement de la ville de Buckingham avec Masson et Angers dans ma région. J'avais le privilège d'être en cette Chambre. J'avoue, M. le Président, après des années de réflexion et quand je reviens à cette époque, que c'était une erreur du gouvernement d'avoir fait la fusion des trois villes de Masson, Angers et Buckingham.

Mais je me rappelle qu'à l'époque les membres de l'Opposition, qui sont maintenant du côté ministériel, nous avaient talonnés sur cette question, à savoir qu'on allait à l'encontre des désirs de la population. À cette époque, je croyais fondamentalement en la nécessité de ce regroupement. J'avoue, M. le Président, qu'une erreur a été faite: on n'avait pas consulté les gens sur la fusion. Le résultat, c'est que, quelques années après la fusion, un nombre considérable de citoyens ont demandé au gouvernement d'examiner cette question et ont demandé une consultation, un vote sur la question. Effectivement, en 1978, il y a eu un vote. Malheureusement, peu de gens se sont prévalus de leur droit, et la réponse, cependant, a été que les gens favorisaient, en majorité, le dégroupement de la nouvelle municipalité qui avait été formée quelques années auparavant. Évidemment, un regroupement, cela prend du temps - les finances, les services dans la région - parce que c'était un assez grand territoire, avant de porter ses fruits.

De toute façon, le gouvernement avait cru bon, à l'époque, de présenter un projet de loi en cette Chambre et de "regrouper" les nouvelles municipalités de Masson, Angers, Buckingham et d'autres petites municipalités.

On est arrivé ici, M. le Président, avec un autre problème, celui de Baie-Comeau et de Hauterive. Après ce que j'ai vécu ici, en cette Chambre, à l'époque où on a fait le regroupement dans la région que j'avais le privilège de représenter, je vois les mêmes personnages, un en particulier qui est ici aujourd'hui, et j'avais cru qu'après la bataille qu'ils avaient menée à l'époque ils seraient les premiers à dire: Si la population de la région de Baie-Comeau et de Hauterive ne veut pas voir la fusion forcée, on n'a pas l'intention de la faire.

Mais quand serez-vous prêts à les

consulter?

**Une voix:** ...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît!

**M. Assad:** De toute façon, ça montre la confusion qui existe dans ce dossier. On a vu ici la quantité de gens qui sont venus de la région et on a vu le malaise qui existe.

**Une voix:** ...

**M. Assad:** Ah! vous voyez, M. le Président, ils voient toujours des complots partout quand cela va à l'encontre de ce qu'ils veulent.

De toute façon, les gens sont venus ici pour donner leur point de vue et, malgré cela, le ministre des Affaires municipales va à l'encontre de ce que les gens de la région veulent avoir. Après l'expérience qu'ils ont vécue dans cette Chambre, on se pose la question à savoir pourquoi ils ne veulent pas laisser ces gens arriver avec toutes les données? Le député de Hull l'a bien dit, les compagnies comme Reynolds dans la région, une compagnie très importante pour l'essor économique de la région, pourquoi ces gens-là n'ont-ils pas été consultés? Parce que cela va à l'encontre de ce que vous essayez de passer en cette Chambre.

**Une voix:** ... les compagnies qui vont décider.

**M. Assad:** Ce n'est pas la question que les compagnies vont décider, ce sont les gens qui vont décider ce qu'ils veulent faire. Le ministre oublie les quelques années où il était dans l'Opposition et cela va arriver bien vite, vous allez retourner dans l'Opposition avec vos idées de forcer des gens à faire des choses comme ça dans la province.

Comme le député de Hull l'a dit, votre ministre de l'Environnement est prêt à dire: C'était une tout autre chose. Oui, on connaît ça. De toute façon, il faut dire que le passé est garant de l'avenir, d'une certaine façon. Donc, la question du regroupement comme on l'a vécu dans notre coin, il n'y a pas 1000 municipalités qui ont vécu ces regroupements, mais dans ma région je l'ai vécu. C'était très pénible dans le temps. Actuellement, il serait dans l'intérêt du gouvernement de prendre tout le temps voulu et je crois que le député de Hull a raison de présenter sa motion de report afin de faire sortir tous les éléments, parce que cela va produire les mêmes problèmes, les mêmes chicanes; les mêmes esprits de clocher vont revenir à la surface comme cela est arrivé dans notre région.

Ils ont le droit de donner leur point de

vue. S'ils sont insatisfaits à cause des questions financières ou à cause des questions de représentativité, c'est normal, mais il me semble qu'après l'expérience qu'on a vécue ensemble ici il serait dans l'intérêt du gouvernement, surtout du ministre des Affaires sociales, de sortir le débat qu'il y avait eu sur le regroupement des villes de Masson, Angers et Buckingham et de voir...

Je sais que, dans toute question de regroupement - comme je l'ai dit, il n'y en a pas eu des centaines - les mêmes problèmes font surface tôt ou tard. Donc, c'est dans leur intérêt d'accepter la motion de report du député de Hull. D'après les informations qu'on a de tous côtés, de tous les coins, il y a de l'inquiétude dans cette question de regroupement. Je suis certain que si le ministre se rappelle le débat qui a eu lieu sur le regroupement de la région chez nous, il sera d'accord - s'il a de l'influence auprès du ministre des Affaires municipales - pour lui dire: On a vécu cette situation, vous n'étiez pas ici à l'époque; on va donc essayer d'éviter que les mêmes problèmes ne reviennent dans quelques années, comme cela s'est produit dans le cas de Buckingham.

En terminant, je crois que ce serait de l'intérêt non seulement du ministre des Affaires municipales et de celui du gouvernement qu'il représente, mais aussi de celui des gens des villes de Baie-Comeau et de Hauterive. Je sais qu'il est possible de regarder les problèmes qu'on a déjà vécus dans notre région; je crois que tout le monde serait d'accord pour dire que la motion de report du député de Hull est valable et très importante pour l'intérêt des gens de Hauterive et de Baie-Comeau afin de leur éviter de vivre les mêmes problèmes qu'on a déjà vécus. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Joliette et whip du gouvernement.

**M. Chevette:** Compte tenu qu'il y aurait normalement un vote sur la motion de report, je demanderais qu'on reporte le vote à mardi, 14 heures, c'est-à-dire au moment précis où on appelle les votes en suspens.

Je propose l'ajournement des travaux à mardi, 14 heures.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Nos travaux sont donc ajournés à mardi, 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 50)